Version 13 août 2004

Une expérience de démocratie participative

Dialogue chercheurs – citoyens – associations

Forums de la recherche publique pour une agriculture durable et une bonne alimentation, dans un environnement sain et des campagnes vivantes

Agrocampus de Rennes

23 juin 2004

Compte-rendu

Sommaire

Programme du forum 3

Présentation des objectifs du Forum de Rennes

Le contexte régional, par Renaud Layadi 6
Les attentes des chercheurs, par Bernard Rolland – INRA 8
Les attentes de la société, par Jean-Yves Griot – Cohérence 10

Le déroulement du Forum, par Claudia Neubauer – Fondation Sciences Citoyennes 11

Synthèses des ateliers

1A et 1B : Quelles recherches développer pour soutenir (ou accompagner) les démarches de l'agriculture durable et les systèmes alimentaires locaux ? 13

2A et 2B : De nouvelles formes de partenariats et de nouveaux partenaires pour les chercheurs : quels aller–retour entre les chercheurs, les associations et les citoyens ? 19

3 : Quelles recherches en économie et sciences sociales pour anticiper les réorientations des productions animales dans l'Ouest ? 24

4 : L'alimentation entre plaisir et menace : quelles contributions de la recherche à une définition et une amélioration de la valeur alimentaire (nutrition, sécurité sanitaire, goût…) ? 26

Débat général, par Chantal Gascuel 28

Conclusions du forum

Point de vue de la société civile, par Gilles Maréchal 31
Point des chercheurs, par Patrick Durand 32

Entrevue avec André Lespagnol, vice-président de la région Bretagne, chargé de la recherche 34

Revue de presse 36

Programme définitif et réalisation

Prévu	Réel	
13.30	13.30	Accueil des participants (Amphithéâtre MATAGRIN)
14.00	14.15	Présentation des objectifs du Forum de Rennes - le contexte régional, Renaud Layadi - les interrogations des chercheurs, Bernard Rolland – INRA - les attentes de la société, Jean Yves Griot – Cohérence
14.30	14.45	Le déroulement du Forum, Claudia Neubauer - Fondation Sciences Citoyennes
14.45	15.00	Travail en ateliers 1) Quelles recherches développer pour soutenir (ou accompagner) les démarches de l'agriculture durable et les systèmes alimentaires locaux ? 2) De nouvelles formes de partenariats et de nouveaux partenaires pour les chercheurs : quels aller–retour entre les chercheurs, les associations et les citoyens ? 3) Quelles recherches en économie et sciences sociales pour anticiper les réorientations des productions animales dans l'Ouest ? 4) L'alimentation entre plaisir et menace : quelles contributions de la recherche à une définition et une amélioration de la valeur alimentaire (nutrition, sécurité sanitaire, goût…) ?
16.25	16.30	Pause café équitable
16.45	17.10	Présentation des résultats des ateliers Animation générale avec Jean Yves Griot et Claude Chevery. Regard croisé avec Renaud Layadi
17.45	17.35	Débat avec tous les participants
18.45	Annulé	Intervention de M. Lespagnol, vice-président du Conseil Régional de Bretagne chargé de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation
19.00	19.15	Conclusions de Gilles Maréchal et Patrick Durand
19.20	19.30	Pot biologique

OUVRONS LA RECHERCHE !

POUR UNE AGRICULTURE DURABLE ET UNE BONNE ALIMENTATION, DANS UN ENVIRONNEMENT SAIN ET DES CAMPAGNES VIVANTES

Ouvrons la recherche au dialogue avec la société ! Citoyens, agriculteurs, consommateurs, chercheurs : mettons en débat les pratiques et les orientations de la recherche nécessaires à un développement durable !

Les signataires de cet appel invitent toutes les forces vives du monde scientifique, du monde rural et de la société civile, à participer aux Forums de la recherche en vue d'aider à définir de nouvelles politiques de recherche. Comment faire pour :

- *favoriser des formes d'agricultures locales et diversifiées, qui préservent la biodiversité et les potentialités productives de notre environnement, sans pollution de l'air, des eaux et des sols ?*
- *permettre au plus grand nombre de paysans, en France et ailleurs, de vivre de façon digne et autonome, et d'être pleinement contributeurs de l'innovation agricole ?*
- *fournir au plus grand nombre une alimentation saine, diversifiée et de haute qualité gustative ?*
- *entretenir des paysages ruraux qui soient un cadre de vie agréable et l'expression de la diversité écologique et culturelle ?*

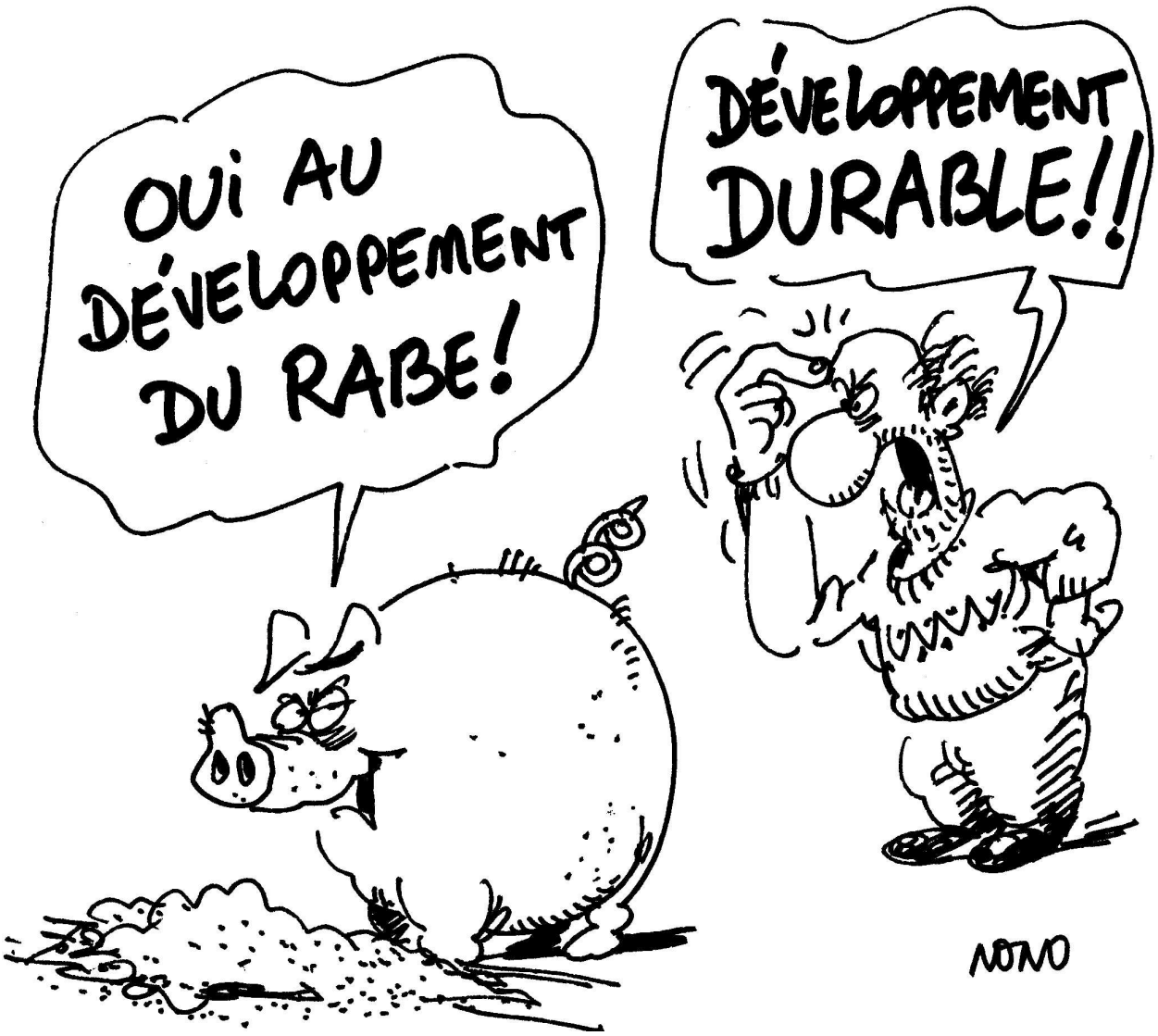
Cet appel a déjà été signé par 540 chercheurs et personnalités diverses. Des forums sont prévus à Toulouse et Montpellier. Un forum aura lieu à Rennes pour l'Ouest de la France.

Mercredi 23 juin 2004 (14 h 00 - 19 h 30)

Agro-campus de Rennes

Dans notre grande région Ouest, nous avons des industries agro-alimentaires fortes, et une agriculture qui a répondu à la demande de productivité de ces industries. L'environnement, les paysages, la qualité des eaux ont eu à souffrir de cet emballement productiviste, avec des conséquences sur le tourisme et les activités côtières. Nous avons aussi de nombreux établissements d'enseignement et de recherche. ***Mais de quelle recherche avons-nous besoin aujourd'hui ?*** *Nous vous invitons à participer à ce forum qui mêlera chercheurs et non chercheurs, producteurs et consommateurs, élus et associatifs, économistes et environnementalistes, ...*

Les travaux de ce forum, enrichis avec les travaux des autres forums, serviront à formuler des propositions aux États Généraux de la Recherche. Ils seront aussi remis aux Conseils Régionaux de l'Ouest.



Les signataires régionaux de l'appel « ouvrons la recherche », pour le forum de Rennes :
Abiven Samuel Doctorant Sol et Agronomie INRA Rennes ; Bentz Martine Présidente de la FRAB Bretagne ; Bernard Dominique Physicien, Président d'Agir pour l'Environnement ; Bricet Gérard Agriculteur et Président FRCIVAM Bretagne ; Chèvre Anne Marie Génétique et amélioration des plantes INRA Rennes ; Clisson Olivier Formateur CFA-CFPPA de Caulnes ; Croix Nicole Professeur, géographie Université De Nantes ; Dufour François Agriculteur et Vice Président d'ATTAC ; Durand Guy Professeur développement rural ENSA Rennes ; Durand Patrick Sol Agronomie Spatialisation INRA Rennes ; Gascuel Chantal Sol Agronomie Spatialisation INRA Rennes ; Gestin Patrick recherches cidricoles INRA Rennes ; Grimaldi Catherine Sol et Agronomie INRA Rennes ; Griot Jean-Yves Président de Coherence ; Le Bouler Hervé secrétaire général de Cohérence ; Legouic Arlette S-eau-s Pays Bigouden ; Louail René Agriculteur membre du Comité de liaison Confédération Paysanne/INRA ; Maréchal Gilles Vice-président CASI Bretagne, Merlot Elodie Physiologie Animale et Systèmes d'Elevage INRA Rennes, Mérot Philippe Sol Agronomie Spatialisation INRA Rennes ; Monod Gilles Sexualité et Reproduction des Poissons INRA Rennes ; Montfort Françoise Santé des Plantes et Environnement INRA Rennes, Morineau Jacques président du RAD ; Mouchet Christian Professeur développement rural ENSA Rennes ; Mouton André retraité INRA Rennes ; Panoff Jean-Michel Laboratoire de Microbiologie Alimentaire Université de Caen ; Pierre Jean-Claude Porte-parole de Cohérence, Pézennec Stéphane Technologie et science des aliments INRA Rennes ; Pochon André Agriculteur retraité fondateur du CEDAPA ; Prioul Josic Président d'Accueil Paysan 35 ; Roger Jean Luc SCRIBE INRA Rennes ; Rolland Bernard Génétique et amélioration des plantes INRA Rennes ; Van Der Werf Hayo Agro-écologie INRA Rennes ;…

Présentation des objectifs du Forum de Rennes

Le contexte régional

Renaud Layadi

Je vais essayer d'amener un point de vue d'observateur, d'observateur engagé certes, mais d'observateur, qui ne peut que donner un certain nombre de pistes. Je crois que si on essaie de synthétiser la situation que l'on vit aujourd'hui, c'est à la fois par une notion de fin de cycle sur un type d'agriculture qui avait pris son essor durant les années 50-60-70, à une époque où il s'agissait de fournir de l'alimentation en masse à une Europe qui n'était pas encore autosuffisante, puis à une Europe qui avait le dessein d'être une puissance alimentaire mondiale et puis finalement ce cycle-là est arrivé à épuisement. Pourquoi ? Parce que, notamment, on a des nouveaux pays qui arrivent sur le marché mondial. Je pense au Brésil par exemple, je pense à la Nouvelle-Zélande, à l'Australie, qui elles aussi ont un certain nombre d'atouts à faire valoir. Et je crois que si on doit aussi intégrer la dimension additionnelle que représente la globalisation, c'est bien ça : c'est un nouveau marché agroalimentaire mondial beaucoup plus fluide et qui répartit différemment les bassins de production. Et pour ceux qui avaient fait le pari de la production de masse, comme ça peut être le cas dans l'ouest de la France, en règle générale, et en Bretagne en particulier, et bien, on se retrouve confronté à une situation difficile, d'un point de vue extérieur, une situation difficile également d'un point de vue interne.

La situation actuelle peut être symbolisée, synthétisée sous la forme de quatre crises :

Une crise environnementale tout d'abord avec une incapacité manifeste à maîtriser les pollutions des sols, la pollution de l'air, la pollution des eaux douces, celle des eaux de mer, et, je crois, également peut-être une prise de conscience tardive du poids et des implications de ces pollutions. On a pris par rapport à nos voisins européens, par exemple les Pays-Bas, un retard assez important sur, par exemple, la contribution du végétal aux exportations d'azote. On se pose encore beaucoup de questions sur le risque de stérilisation des sols par les métaux lourds. Donc on a une multiplicité d'interrogations qui intéressent la capacité des systèmes agricoles actuels à se pérenniser, d'une part, et d'autre part, également des interrogations concernant les coûts que ces pollutions peuvent entraîner. Par conséquent, d'un point de vue environnemental, on se retrouve dans une situation assez difficile. On se retrouve dans une situation où manifestement il va falloir poser un certain nombre de jalons pour l'avenir sur un spectre d'investigation qui sera probablement assez large et qui ira du génie écologique de l'écoulement des eaux, par exemple, avec la mise en place de linéaires bocagers jusqu'aux méthodes de traitement des déjections qui pourraient faire pencher une partie de l'agriculture industrielle vers la normalisation de type ISO 14000, le management environnemental. Et puis, constamment, on a également de nouveaux enjeux, à commencer par ceux des organismes génétiquement modifiés. On sait aujourd'hui pour les OGM comme pour les pesticides par exemple que les protocoles de recherche de ce type de pollution sont extrêmement complexes. Et si demain, les bassins de production les plus éclairés souhaitent travailler sans OGM ? Ca pourrait être un objectif pour les agriculteurs de l'Ouest parce qu'il y a quand même un paradoxe : les surfaces des cultures sous OGM s'accroissent et pourtant la population européenne, pour parler de celle que l'on connaît bien, parce qu'on a quand même énormément de sondages, les refusent à 70-80%, rien que sur l'élément environnemental. On a à la fois des terrains qui ont été laissés en friche, d'autres qui paraissent complexes et sur lesquels, il faut probablement approfondir les efforts. Et puis, on a de nouveaux enjeux qui apparaissent.

Deuxième type de crise après la crise environnementale, la crise sociale, avec, je crois, un enjeu et une inquiétude sur l'altération de la cohésion sociale régionale, avec l'apparition de conflits entre urbains et ruraux et de conflits au sein même de la sphère agricole entre des systèmes qui sont antagoniques, notamment dans l'accès au foncier. L'accès au foncier, ça peut être de la surface en herbe pour certains systèmes, mais ça peut être également, ne l'oublions pas, des droits à produire, puisque la mise à disposition de terre d'épandage est la condition nécessaire à l'accroissement, par exemple, d'effectifs porcins. Je crois que là également, on a des sujets d'inquiétude. Il y a dans nos régions de l'Ouest, une tectonique du débat qui s'est mise en place. La prise de conscience de cette altération de la cohésion sociale. Et là encore, un nouvel enjeu qui est posé radicalement : c'est la place de l'agriculture dans la société. Quel doit être son rôle ? Est-ce que ça doit être nourrir ? Est-ce que ça doit être entretenir ? Quelle place pour l'agriculture périurbaine ? Comment faire évoluer également les systèmes agricoles de manière à mieux les faire rencontrer une demande sociale ? On a là des enjeux qui cette fois-ci ne sont plus techniques mais qui sont beaucoup plus sociologiques avec des domaines aussi divers que l'acceptabilité de la place de l'agriculture dans la société. Comment communiquer ? Comment créer du lien social ? Comment retricoter des maillages sociaux ? Donc là, on a un deuxième chantier qui cette fois, il convient de le souligner, n'est pas du tout technique, mais qui provient plutôt de ce que l'on appelle les sciences molles, d'une certaine manière.

On a une troisième crise qui est économique cette fois-ci, avec constamment dans l'Ouest, une atrophie des fonctions de connaissance des marchés, une atrophie des fonctions d'analyse des besoins des consommateurs, des fonctions analyse marketing. Je crois que cette troisième crise, ce troisième facteur, est énormément lié au mode d'organisation de cette agriculture qui dans l'Ouest est essentiellement représenté par la sphère coopérative. Or, la sphère coopérative a historiquement toujours eu, par exemple, une recherche-développement basse. De même que la sphère coopérative a été renouvelée en 46, dans l'après-guerre, essentiellement pour fournir de l'alimentation en masse. En matière introductive, je vous disais qu'il me semblait qu'il y avait un basculement. Lorsque la sphère coopérative se retrouve face à ce basculement, qui implique une meilleure connaissance des consommateurs, qui implique non plus de savoir produire mais de savoir vendre, on se rend compte que culturellement, elle se retrouve démunie. Et là également, probablement, un champ de recherche intéressant, justement pour renforcer les fonctions stratégiques des entreprises, ce qui en sociologie de l'entreprise est représentée par les fonctions supérieures, c'est-à-dire celles qui dialoguent avec l'environnement.

Quatrième crise, après la crise environnementale, une crise sociale, une crise économique, c'est cette fois-ci une crise de stratégie, avec une grande difficulté à saisir l'impact de la globalisation des marchés. Il était clair, au début des années 90, que l'on allait aller vers une baisse des restitutions sur la filière volaille. La situation a explosé une première fois en 96, une deuxième fois en 99, une troisième fois en 2002-2003, alors que tous les signaux étaient au rouge. De même que les trois piliers, le corpus de négociations de l'OMC, à savoir la baisse des barrières douanières, la baisse des restitutions et la baisse des aides directes, donc des subventions aux exportations, des aides directes à l'agriculture, eux aussi vont probablement être mis à mal. Là également, je crois que l'on doit une réflexion stratégique sur la manière dont nos systèmes agricoles peuvent faire face à ce type de contrainte. Et autant sur l'approche économique, on pouvait repérer comme nouvel enjeu, l'intégration du territoire à l'équation agricole, enfin moi, j'avais travaillé dans le cadre de la réforme de la PAC en 99, et on avait étudié la politique des labels et il y avait une donnée de fond qui était apparue, c'était que la gestion du territoire attestait de la qualité des produits. Cette fois-ci, en ce qui concerne la prospective et le regard vers le futur, il est clair que là-aussi, on devra probablement aller beaucoup plus avant dans la projection vers l'avenir pour mettre en place des mécanismes d'aide à la décision.

Enfin, et pour conclure, je crois que les questions qui nous sont posées, c'est la mise en évidence, la recherche entre dans un secteur sous forte contrainte et une recherche à l'écoute de la société. Et je crois que le programme de la journée, finalement, pourrait être : « Quelle contribution technique, technologique et stratégique fournir à un secteur économique en situation difficile mais un secteur économique qui est également vital pour la cohésion sociale et territoriale de l'Ouest de la France ? »

Les attentes des chercheurs

Bernard Rolland – INRA

Un retour en arrière : en **avril 2001** ont eu lieu 2 manifestations en Bretagne, l'une à Lamballe, pour la défense de la qualité de l'eau, et l'autre au Rheu. Celle du Rheu, contre les OGM, nous interpellait directement, les citoyens venaient devant la porte d'un centre public de recherche pour demander des comptes à l'institution INRA mais aussi à ses salariés.
À la fin de la manifestation, nous étions quelques-uns, paysans et chercheurs à nous donner rendez vous pour débattre et échanger. Depuis nous avons organisé quelques rencontres et mené des combats ensemble.
Cette journée du 23 juin 2004 est donc, pour certains d'entre nous, la suite du 21 avril 2001.

Contexte

À l'INRA, et particulièrement en Bretagne, la génération précédente a été largement impliquée dans l'émergence du « modèle breton » en agriculture. La recherche a ainsi répondu aux besoins importants de l'après-guerre en matière de production. Mais pourquoi la recherche n'a pas su (ou aussi peu) anticiper depuis 20 ans l'évolution «qualitative» indispensable, que ce soit en matière d'environnement, de sécurité alimentaire, d'ouverture vers des systèmes de production alternatifs ? Pourquoi le développement spectaculaire des IAA ne s'est-il pas traduit par de meilleures conditions de travail pour les salariés du secteur ?

Les débats engagés dans le projet « INRA 2020 » n'ont pas été au bout de cette réflexion. Où les « petits » producteurs, les associations de défense de l'environnement et les salariés de l'agroalimentaire pouvaient-ils s'exprimer ?… Le simple bon sens souligne le besoin de prendre en compte toutes les préoccupations citoyennes, d'ouvrir la recherche… Et au delà des enjeux nationaux, la dimension internationale, notamment la question Nord/Sud est insuffisamment traitée.

Les enjeux de la recherche sont de plus en plus complexes, alors que la recherche agronomique a perdu de son « aura » dans l'opinion, chaque salarié a pu le constater.
Nous avons aussi mesuré les limites du « Comité d'éthique et de précaution » (COMEPRA) mis en place pour aider la recherche agronomique à se positionner sur les sujets sensibles. En 2002, après une réflexion pertinente sur la brevetabilité du vivant dans le domaine du végétal (glissement de la découverte à l'invention, la description d'un objet préexistant et le progrès de la connaissance sont assimilés à une invention ; la loi du plus fort, la situation de monopole de quelques grandes multinationales quand la loi du marché devient la référence juridique mondiale, sans qu'il y ait eu débat), le COMEPRA a ainsi conclu sur la nécessité de… breveter le vivant. La pression des multinationales, des logiques libérales, est bien trop forte auprès des directions et des comités « maison » !

Le malaise est profond, dans et en dehors de l'INRA, sur les véritables motivations de la recherche publique dans le traitement de beaucoup d'autres questions, aussi lourdes de conséquences pour l'avenir. Il faut se souvenir des interrogations suscitées par le rapport « Paillotin » sur l'agriculture raisonnée en 2001, par les rapports des Académies des sciences et de médecine sur les éventuels dangers des OGM pour la santé, fin 2002.

Le fossé ne cesse de se creuser entre une opinion qui demande un véritable débat public contradictoire sur les questions sensibles, et les communications orchestrées avec des experts bien souvent juges et parties. Pour avancer vers plus de démocratie, il faut soumettre les avis à des structures indépendantes. La Commission française du développement durable (CFDD) n'a hélas pas eu les moyens de jouer ce rôle (cf. la démission de son Président Jacques Testard en 2003). La logique du profit et la techno-science ne doivent pas avoir le monopole de l'orientation des recherches.

Attentes des personnels de la recherche

Face aux immenses défis et incertitudes du XXIe siècle, la vision d'avenir ambitieuse et porteuse d'espoir pour les générations futures est encore **à construire aussi dans les établissements de recherche publique.** Les personnels de la recherche se sont mobilisés depuis début 2004 pour défendre la recherche, pour réfléchir à ce qu'elle devrait être pour répondre aux attentes de la société, mieux prendre en compte la diversité sociale et géographique (Nord/Sud) de ces attentes.

Attentes des personnels de la recherche, de l'INRA de Rennes, exprimées à l'occasion du débat sur la recherche

Au sein des démarches de recherche :

- Garder une indépendance dans le choix des recherches, pour innover, prendre des risques, formuler des solutions réellement alternatives, anticiper les questions de la société, faire émerger des idées atypiques, répondre de manière équilibrée aux différents enjeux et acteurs de la société, s'inscrire dans une projection à long terme de la demande sociétale.
- Contribuer à conserver des « patrimoines de l'humanité » : ressources génétiques, ressources naturelles (eau, sol, biodiversité, paysage…).
- Concilier au niveau de gros collectifs (département,…) une recherche méthodologique, de pointe, et une recherche transversales pluridisciplinaire.
- Développer l'éthique individuelle du chercheur par des groupes de réflexion, des formations et demander la création d'une clause de conscience au même titre que dans d'autres professions et la protection des lanceurs d'alerte.

Mieux construire l'interface recherche/société.

- Rendre accessible, gratuitement et facilement, tous les résultats de la recherche, sans les limiter aux circuits de publication privés. Faut-il breveter les découvertes publiques dans certains domaines (santé, agriculture,…) pour permettre leur accès à tous (PVD,…) ou lutter contre la brevetabilité du vivant ?
- Accroître le dialogue entre la recherche et la société pour connaître les attentes de la société, pour construire les questions les plus pertinentes, en faire émerger de nouvelles, débattre des priorités avec le maximum d'acteurs.
- Développer le recours plus systématique à des utilisateurs de la recherche, des représentants de la société pour l'évaluation collective de la recherche, pour la validation des résultats finalisés de la recherche.
- Élargir le partenariat habituel limité à la filière, en développant les liens avec le monde associatif (consommateurs, environnement), avec le souci d'augmenter nos relations avec ces derniers « stakeholders », pour avoir plus de pertinence sociétale. Aller jusqu'à construire et conduire des projets communs.
- Développer l'échange, la communication et la diffusion des résultats, ce qui peut nécessiter de nouveaux métiers à l'interface avec la société.
- Partager avec les citoyens et les élus les concepts, objets, résultats, erreurs de la recherche, diffuser la culture scientifique, faire connaître les métiers techniques et scientifiques de la recherche. Expliquer la recherche en marche, y compris celle qui n'offre pas de retombée immédiate.

L'initiative *« Ouvrons la recherche, forums pour une agriculture durable… »* portée par des chercheurs, des agriculteurs, des défenseurs de l'environnement… est une amorce de cette indispensable interface.

Nous espérons que nos interrogations rejoindront celles des participants à ce Forum et que nous puissions ensemble conclure sur des propositions d'action pour une recherche ouverte et au service du « bien commun » dans un monde « soutenable ».

Les attentes de la société — Jean-Yves Griot – Cohérence

Ce qui est inhabituel dans notre forum, ce n'est tant le fait de faire se rencontrer chercheurs et non chercheurs – il y a nombre d'instances où des chercheurs invitent des personnalités extérieures pour prendre des avis et inversement des lieux où les chercheurs sont invités pour apporter leurs connaissances – c'est le fait que ce forum a été organisé ensemble, chercheurs et non chercheurs. Chacun est ici non pas en sa qualité de directeur de recherche, de président d'association ou autre titre, mais simplement comme citoyen. Notre objectif commun est de réfléchir aux travaux de recherche à développer pour une agriculture durable, une alimentation saine et des campagnes vivantes.

Nous avons connu des crises alimentaires avec la vache folle, ou bien les poulets à la dioxine. Récemment des cancérologues et scientifiques ont lancé l'appel de Paris pour alerter la société et les responsables politiques sur les dangers que représentent les pesticides, lesquels sont largement utilisés en agriculture. Ces alertes successives mettent en cause les modes de production agricole industrialisés et conduisent à un grand scepticisme de nos concitoyens vis-à-vis de la parole des « experts ».

Il est dit couramment que notre agriculture a atteint et dépassé les objectifs qui lui avaient été assignés, la sécurité alimentaire, en quantité et en qualité. En est-on bien sûr ? Nos systèmes de production sont fortement dépendants en importations de pétrole, en importations de protéines et en subventions publiques. L'agriculture française est dépendante de ses approvisionnements extérieurs et elle continue de perdre ses emplois. Pour notre région Ouest, la concurrence en volailles sur le marché mondial, la concurrence en porcs sur l'Europe, espagnole aujourd'hui, polonaise demain, tout cela fait craindre encore plus pour le devenir des emplois, à la production et dans les industries d'aval.

Si l'on se projette à l'échelle mondiale, où globalement encore 52 % de la population est paysanne, tire sa subsistance de l'activité agricole, quel sera l'avenir de ces populations ? Si les pays en développement connaissent une baisse de leur population agricole comparable à celle connue dans les pays dits développés, ce sont 2 à 2,5 milliards de paysans condamnés à l'exode, pour aller où ? C'est dire l'ampleur des enjeux qui se profilent derrière l'évolution des systèmes de production agricoles, ici et ailleurs.

Je termine en vous citant un extrait d'un article de responsables de l'AFSSA dans le journal « Le Monde » du 17 juin, concernant le financement de la recherche : « L"indépendance de la recherche et celle de l"évaluation sont intimement liées... Dans certains domaines, il est extrêmement difficile de faire appel à des experts qui ne se trouvent pas – le plus souvent malgré eux – en situation de conflit d'intérêt. La situation ira en s'aggravant si on ne garantit pas à certains secteurs de la recherche un financement indépendant de l'industrie ».

Le déroulement du Forum

Claudia Neubauer – Fondation Sciences Citoyennes

Si on se retrouve aujourd'hui ici pour ce forum, c'est parce que ce forum fait partie d'une plus grande initiative au niveau national, sur laquelle je vais revenir dans un instant. C'est une initiative qui a été lancée en février cette année par la Fondation Sciences Citoyennes et les initiateurs de la pétition « Ouvrons la recherche » de juillet denier. Dans un premier temps, je vais en trois mots vous présenter la Fondation Sciences Citoyennes. Dans un deuxième temps, je vais vous présenter le processus général dans lequel s'inscrit notre forum d'aujourd'hui. Et dans un troisième temps, le déroulement de la journée.

En novembre 2001, avant sa création, les initiateurs ou les créateurs de la Fondation Sciences Citoyennes, qui est aujourd'hui une association de loi 1901, ont organisé un colloque à Paris sur le thème : « quelle science pour quelle société ? ». Donc, on se retrouve très clairement dans ce que nos deux présentateurs d'aujourd'hui ont déjà abordé : quel projet de société souhaitons-nous bâtir ? quelles activités de recherche, de quelle science avons-nous besoin pour arriver à ce projet de société ? Et nous avons à l'époque organisé plusieurs ateliers. En outre, un atelier où on demandait déjà comment sortir de l'agriculture productiviste. À ce colloque ont participé beaucoup de chercheurs et beaucoup d'associations. Et à partir de là, on a senti la nécessité d'aller plus loin et de créer la Fondation Sciences Citoyennes, qui réunit des chercheurs en science du vivant et en sciences sociales, mais aussi des non-chercheurs, la plupart issus d'associations, pour travailler principalement sur trois priorités.

La première priorité concerne la valorisation de la production du savoir dans les domaines non-lucratifs et pour des besoins non-solvables. C'est l'idée de soutenir et de créer un tiers-secteur scientifique. Un tiers-secteur de l'expertise et de la recherche associative et citoyenne et de promouvoir des réflexions sur les missions de la recherche. Qu'est-ce que ce tiers-secteur scientifique ? C'est le constat qu'aujourd'hui, au niveau français, aussi bien que dans d'autres pays, on a des associations, des ONG qui font tout un travail de recherche, d'étude, d'expertise, donc qui ont ces capacités en dehors de la recherche publique et en dehors de la recherche industrielle, qui mènent ces études avec d'autres logiques que la seule logique de pur savoir ou de profit. C'est aussi les modes de production de ces savoirs qui sont autres, parce qu'on ne fait pas seulement appel aux savoirs rationnels mais à toutes les formes de savoir, que ce soit le savoir local, empirique, traditionnel. C'est aussi dans un but de bien commun ; un des piliers est l'économie solidaire. Donc, nous avons ces associations dans des domaines très différents, que ce soit en agriculture, en environnement, en santé, en énergie, qui sont déjà là sur place et qui font ces recherches, ces études. En tant que Sciences Citoyennes, on essaie de promouvoir l'importance que ce tiers-secteur scientifique peut prendre dans la globalité de la production d'un savoir pour bâtir un certain projet de société.

Dans un deuxième temps, on s'intéresse à la critique de l'organisation de l'expertise en France, notamment des dispositifs de l'expertise. C'est aussi la question de l'indépendance, de l'émancipation de l'expertise des lobbies. C'est aussi la question des lanceurs qui jouent un certain rôle en tant que scientifiques. Et l'expertise pluraliste en général.

Troisième axe prioritaire. C'est la question : « comment démocratiser l'élaboration des choix scientifiques et techniques ? les choix des dispositifs ? les choix institutionnels ? » C'est l'expression de l'ensemble des attentes de la société afin de politiser les choix des orientations de la recherche. C'est aussi tout ce qui a émergé ces quinze dernières années sous forme de méthodologies participatives en ce qui concerne l'évaluation des technologies.

Donc en tant que FSC, nous souhaitons être une interface entre les mouvements sociaux et les milieux intellectuels. Le mot « Fondation », on l'utilise plutôt dans le sens « promotion des réflexions »,

« lieu de brainstorming ». Ce n'est pas parce qu'on a beaucoup d'argent. Malheureusement, ce n'est le cas.

Pourquoi se retrouve-t-on aujourd'hui ici ? Parce qu'en octobre de l'année dernière, la Fondation Sciences Citoyennes a pris contact avec les initiateurs de « ouvrons la recherche » en leur proposant d'aller plus loin, à partir de la pétition qui avait quand même trouvé écho auprès de 800 chercheurs à peu près, qui avaient demandé à la fois la grâce pour José Bové et avaient posé que la recherche publique pour retrouver son importance en France, devait être ouverte vers la société.
Donc on mène depuis février de cette année, une initiative commune sous le nom « appel à des forums de la recherche publique pour une bonne alimentation, dans un environnement sain, dans des campagnes vivantes ». Cet appel réunit aujourd'hui environ 600 signataires, chercheur et non-chercheurs puisqu'il s'adresse autant au monde scientifique qu'au monde associatif . Le but de cet appel et de cette initiative que nous proposons, dans lequel s'inscrivent des groupes de travail et plusieurs forums publics, comme celui d'aujourd'hui à Rennes, est d'aboutir, à la fin de cette année, à un document approfondi qui va dessiner des priorités de politique scientifique pour une agriculture durable et qui servirait de document de référence, à la fois pour des associations, pour des chercheurs, des institutions de recherche publique, aussi bien qu'aux élus régionaux et nationaux.
Actuellement, six groupes de travail (*Note : un septième groupe a démarré depuis sur le thème « agriculture et environnement »*) se sont mis en place ces dernières semaines. Ils vont traiter plusieurs questions. Par exemple, autour de la recherche agronomique, des innovations paysannes et du développement agricole durable. Autour de la recherche agronomique vis-à-vis du monde réel :quelles pratiques d'ouverture ? La question de la génétique végétale. Pour quelles semences ? Les recherches pour la qualité et la sécurité alimentaire, etc.
C'est un processus ouvert auquel vous pouvez vous joindre. Vous pouvez toujours signer cet appel qui se trouve sur le site web de la Fondation Sciences Citoyennes.
Deux autres forums sont organisés à Montpellier et à Toulouse (*Note : un troisième Forum dont l'organisation a débuté depuis aura lieu à Paris*). Ils sont en phase de préparation. Ils vont se tenir au mois d'octobre (*Note :le 2 à Paris, le 9 à Montpellier, le 16 à Toulouse*). On y traitera des questions qui sont posées aux groupes de travail mais on y traitera aussi des questions qui se posent, comme ici dans l'Ouest, au niveau régional. Tout ça pour aboutir à la fin de l'année à un colloque auquel nous souhaitons vous inviter et dont nous vous communiquerons la date et le programme. Pour déboucher sur une synthèse finale qui intégrera le travail des groupes, qui chacun produira un document d'une vingtaine de pages, et le travail qu'on aura effectué lors des forums.

Pour rester dans cette idée d'une grande participation de la société civile et d'un dialogue entre chercheurs et société civile, nous vous proposons pour cet après-midi une méthodologie qui soit la plus interactive et la plus participative possibles. Quand vous vous êtes inscrit pour ce forum d'aujourd'hui, on vous a aussi demandé de vous inscrire pour des ateliers, sachant que c'est toujours ouvert. Après un petit moment d'échange en petits groupes, on va se retrouver ici pour proposer nos résultats au débat.
Chaque atelier va se retrouver dans une salle par groupes de 10 à 15 personnes, avec pour chaque groupe un animateur et deux rapporteurs. L'idée est que chaque personne puisse s'exprimer, donc on attend vraiment des idées, des questions, des propositions de chaque participant aujourd'hui. Le rôle de l'animateur est de veiller à ce que chaque personne puisse s'exprimer, que toutes les questions que l'on vous propose et que vous proposez soient traitées et qu'on reste quand même dans les limites de temps fixées, sachant que les quinze dernières minutes seront utilisées pour arriver à une conclusion par table, pour pouvoir à la fin présenter en deux ou trois minutes et pas plus, les plus fortes questions ou propositions qui ont émergé pendant les débats. Chaque table va désigner deux rapporteurs. Un rapporteur prendra en note les grandes lignes du débat et on aimerait qu'il nous envoie dans une semaine ou dans une dizaine de jours la conclusion écrite du travail de chaque table. Un rapporteur orale présentera les conclusions de chaque table pendant deux ou trois minutes pour lancer le débat final. Julian Pondevan de « Cohérence » va vous orienter vers ces ateliers. Les débats dureront environ 1H40 suivis d'une pause avec du café équitable avant de revenir dans l'amphi.

Synthèses des ateliers

Atelier 1A

Quelles recherches développer pour soutenir (ou accompagner) les démarches de l'agriculture durable et les systèmes alimentaires locaux ?

Rapport écrit : Agnès FARGUE

Après une courte présentation de chacun, le groupe a travaillé individuellement sur les 4 questions proposées au débat. Ces questions étaient :

1) Que recouvre pour vous la démarche d'agriculture durable et de systèmes alimentaires locaux ?
2) Quels sont les champs scientifiques concernés ?
3) Quelles sont les recherches dont vous avez connaissance qui contribuent à avancer ?
4) Quels sont les manques que vous avez constatés dans votre expérience ?

Un premier tour de table a ensuite été fait pour estimer le temps à passer sur chaque question et identifier des questions supplémentaires.

Les questions supplémentaires proposées qui n'ont pas toutes eu le temps d'être abordées pendant la discussion sont :

5) Peut-on aller voir à l'étranger ce qui existe comme exemples de recherche et d'expérience et quels sont les modèles de développement locaux existants comme en Europe du Nord ? Où en sont les pays étrangers dans cette réflexion ?
6) Comment financer la recherche sur l'agriculture durable et comment inciter l'État à le faire ?

Plusieurs questions proposées ont été rapprochées de la question 4.

- Quels sont les moyens à mettre en place pour sensibiliser les citoyens (agriculteurs, consommateurs…), comment organiser la diffusion de la connaissance et des informations ?
- Quelle place faut-il faire aux productions innovantes mais locales dans la recherche ?
- Quels standards adopter pour l'insertion spatiale des activités agricoles ?
- Ne faut-il pas approfondir les connaissances sur les besoins nutritionnels humains ?
- Ne faut-il pas retourner vers une polyculture qui serait le fondement de l'équilibre écologique ?
- Quelles sont les possibilités d'expérimenter en grandeur nature des circuits courts de consommation ?
- Faut-il établir des ressources potentielles privilégiées par territoire ?

La question 2 sur les champs scientifiques a été considérée comme pratiquement superflue et n'a été abordée que rapidement. Quant à la question 3, pour éviter de l'autocongratulation, le choix a été fait de s'intéresser plus à la question 4 des manques que d'identifier les quelques initiatives de recherches existantes.

Pour chaque question, ce compte-rendu détaille les opinions et les remarques faites par chacun et résume dans la conclusion les principaux points évoqués, généralement consensuels.

Question 1 : Que recouvre pour vous la démarche d'agriculture durable et de systèmes alimentaires locaux ?

Un tour de table sur la question a permis de soulever plusieurs points.
Tout d'abord la durabilité ne peut se juger qu'après coup. La question de l'échelle de temps concernée est aussi importante. En effet, le modèle dominant aujourd'hui en Bretagne, il n'est pas durable pour l'environnement depuis longtemps reste attractif pour les agriculteurs qui s'installent. Il doit donc avoir des qualités. Pour le rendre plus durable, faut-il utiliser les évolutions technologiques actuelles pour améliorer les pratiques et conserver ses vertus ?
Les indices de durabilité sont basés sur un équilibre entre les besoins de l'écosystème, l'économie et la société et cet équilibre peut varier, comme il l'a déjà fait. De plus, une durabilité se définit par rapport à un objectif de production, d'environnement, de santé… Les études des systèmes d'agriculture ne devraient-elles pas être faites selon tous ces critères pour déterminer s'ils ont un avenir ou pas ?
La dimension temporelle est également importante : selon la durée et l'échéance étudiées, la durabilité du système étudié ne sera pas la même.
Il ne faut pas oublier que durable ne veut pas dire figé car le changement peut aussi être intéressant.
Une agriculture durable doit avoir un bilan neutre ou positif sur la biodiversité, l'énergie et la qualité de vie, elle doit conserver voire enrichir le patrimoine. Il faudrait dès le départ évaluer la durabilité à long terme des systèmes. Il faut pouvoir anticiper le changement.
Dès maintenant, il s'agirait de décider ce que l'on veut produire et comment, afin de réorganiser les systèmes de production et de distribution dans cet objectif.
Une des solutions pour mettre en place un système alimentaire local serait d'installer un système de vente directe entre agriculteur et consommateur sous forme de contrat (exemple japonais) ou de créer des réseaux de distribution locaux sans passer par les grandes surfaces. Ce système permet de valoriser le travail de l'agriculteur comme le font les labels et autres sigles de qualité.
Il faudrait également garder la notion de lien au sol : par exemple en agriculture biologique, on ne produit des animaux que si l'on est capable de produire aussi 40% des végétaux nécessaires à leur alimentation. De même, un système de polyculture élevage paraît plus durable et autonome (mais non autarcique). Cette notion de lien au sol (dans des proportions à définir) serait sans doute à réfléchir par petite région plutôt que par exploitation agricole mais paraît intéressante dans une optique de durabilité.
Cependant, il ne s'agit pas d'imposer un modèle à toutes les exploitations mais de conserver une diversité de situations agricoles au sein d'un terroir et au sein des exploitations.
Il ne faut pas non plus oublier qu'il n'est pas facile pour un agriculteur de mettre en place aujourd'hui une agriculture respectueuse de l'environnement et que l'insertion et la viabilité économique sont également des piliers de la durabilité comme l'est l'environnement. L'apparition de ce 3e pilier environnemental a cependant modifié l'équilibre et déplacé l'objectif de durabilité.
Dans une optique de durabilité sociale et économique, les circuits courts d'alimentation présentent des inconvénients : comment replacer les employés de la distribution ? Tout agriculteur veut-il être commercial, vendeur voire boucher ? Et que deviennent les vendeurs, commerciaux existants… ? Et que faire dans les régions (grandes métropoles) où il n'est pas possible de créer des relations directes agriculteur-consommateur ? Il faut donc mieux définir ce que l'on entend par système court et conserver encore et toujours une diversité de situations.
Une des peurs de certains est qu'une alimentation strictement locale entraîne un repli sur l'identité locale et une fermeture à l'extérieur.
De plus, se pose la question de comment imposer un autre système face aux multinationales, sachant qu'elles pèsent beaucoup plus lourd que la recherche dans la mise en place d'une agriculture durable.

Question 2 : Quels sont les champs scientifiques concernés ?

Cette question a été traitée rapidement, tous les participants s'accordant à dire que ce thème de recherche concerne toutes les disciplines scientifiques qu'il s'agisse de sciences biologiques (agronomie, écologie, médecine…), économiques et sociales, d'aménagement du territoire ou du tiers secteur scientifique.

Cette thématique doit être abordée de façon pluridisciplinaire et avec une intégration des sciences sociales dès le questionnement au lieu de chercher à justifier les solutions proposées avec l'aide des sciences sociales a posteriori.
L'approche participative comme celle qui fait l'objet de ce forum doit également être un outil scientifique.

Tous les participants ont été d'accord pour souligner l'importance d'une interdisciplinarité et les difficultés actuelles pour le faire. Une des solutions évoquées pour éviter une juxtaposition des disciplines est d'intégrer cette pluridisciplinarité dès le début de la formation ou de la carrière. L'interdisciplinarité est surtout possible dans un travail d'équipe.

Question 3 : Quelles sont les recherches dont vous avez connaissance qui contribuent à avancer ?
Question 4 : Quels sont les manques que vous avez constatés dans votre expérience ?

Ces deux questions ont été regroupées par les participants car l'évocation des quelques exemples disponibles permet de faire ressortir les manques actuels.
Les expériences positives évoquées ont été celles des communes du Goëlo et de l'association Cohérence (basées sur des initiatives locales comme le porc sous label), les travaux sur les vatriété rustiques de blé (INRA de Rennes et de Clermont-Ferrand), de Véronique Chable (chercheur INRA du Rheu travaillant sur de la sélection participative en chou-fleur biologique avec l'aide des agriculteurs pour reconstituer des populations adaptées aux terroirs) et l'exemple du CAREN (institut fédérant les recherches dans plusieurs disciplines à Rennes) ont également été cités.
La recherche en agriculture durable a besoin d'une approche systémique, interdisciplinaire et intégrant mieux ou suscitant des expériences concrètes en grandeur nature. Il s'agit de développer une recherche locale en parallèle de la recherche « internationale ».
Il faudrait développer des outils permettant une vue plus globale des problèmes pour identifier ce qui est le plus important avant de commencer la recherche.
L'approche participative paraît incontournable et intègre la notion de lien social. Le chercheur doit être aussi porté par les citoyens qui doivent pouvoir demander des lignes de recherche en anticipation d'un problème (étant bien entendu que parfois le chercheur seul peut anticiper le problème comme cela a été le cas pour l'effet de serre).
Pour cela, il faut que chaque citoyen ait une culture scientifique minimum et que les scientifiques communiquent non seulement sur leurs résultats mais aussi sur les choix qu'ils font.
La recherche pourrait se greffer à des initiatives locales comme avec le CEDAPA pour observer et évaluer à court et long terme l'efficacité de ces démarches. Cependant, ce type de démarche est difficile à faire accepter et financer par les hiérarchies des organismes de recherche et doivent avoir des retombées plus globales. Or il s'agit souvent de questions concrètes et locales et les missions scientifiques pour l'instant doivent être génériques et trouver des solutions applicables au plus grand nombre.
Des connaissances scientifiques (sur la faune et la flore du sol par exemple) manquent pourtant encore pour ces projets d'initiative populaire.
Il faudrait donc amplifier les recherches dans ce sens et développer des outils de diagnostic d'impact dans les domaines de l'environnement, du social ou de l'agriculture des systèmes agricoles (intensif, biologique…) et avoir une meilleure communication avec les agriculteurs.
La recherche pluridisciplinaire devrait également s'appuyer sur ces expériences concrètes et initiatives citoyennes en grandeur nature.
Cependant, pour une bonne recherche, il faut aussi y mettre les moyens surtout pour ce type d'expériences. Il faut donc sensibiliser tous les citoyens aux besoins de financement de ce type de démarche car c'est eux qui pourront faire pression et entendre ces besoins.
Pour ce faire, il faut développer la diffusion et la communication avec les citoyens.

Question 5 : Peut-on aller voir à l'étranger ce qui existe comme exemple de recherche et d'expérience et quels sont les modèles de développement locaux existants ?

Cette question a été traitée rapidement par manque de temps.

Sur cette question, il faut se souvenir que dans certains endroits comme en Suède, il n'y a en fait pas

les mêmes problèmes environnementaux et on ne peut donc pas vraiment comparer les expériences, la question étant comment contraindre une agriculture devenue trop pesante sur l'environnement.
Il serait intéressant par contre de connaître les expériences locales des pays étrangers qui ne sont pas généralement valorisées dans la littérature scientifique et ne sont donc pas connues des chercheurs français.
Il serait également intéressant de connaître les angles d'attaque retenus par d'autres pays et de les comparer aux nôtres.
Il y a donc un besoin de plus d'échanges internationaux.
Il faut cependant garder à l'esprit que la problématique de durabilité n'est pas la même dans tous les pays (exemple des pays en voie de développement où l'axe est plus porté sur la durabilité sociale et économique).

Principales Conclusions

- Il faut bien définir la durabilité dont on parle. Une agriculture durable doit satisfaire des besoins de l'écosystème, de la société et de l'économie et la pondération entre ces 3 facteurs va influencer les résultats, comme l'échelle temporelle choisie pour la mesure de la durabilité.
- Être durable signifie aussi conserver l'intégrité du patrimoine.
- Il ne faut pas confondre durable et figé, durable signifie aussi capable de s'adapter et « survivre ».
- La production d'aliments est une production différente des autres (ce n'est pas seulement une marchandise) et au service de la société.
- Les circuits courts d'alimentation présentent de nombreux intérêts mais aussi des inconvénients. De plus, il faut faire attention à la logistique spatiale.
- Il faut conserver une diversification à tous les niveaux : au sein des exploitations agricoles mais aussi entre les exploitations, sachant que la multifonctionnalité de l'agriculture n'est pas recherchée par tous.
- Tous les champs disciplinaires sont concernés par la recherche sur l'agriculture durable et les systèmes alimentaires locaux.
- On a donc besoin d'une recherche à la fois systémique, interdisciplinaire dès l'origine, prospective avec un ancrage local et intégrant une participation des citoyens.
- Il faut également développer la diffusion de la connaissance des scientifiques vers les citoyens à la fois sur les résultats et les choix scientifiques pour permettre à chacun d'avoir une culture scientifique minimum, de pouvoir soutenir des thèmes de recherche existants et d'apporter des thèmes de recherche nouveaux.

Atelier 1B

Quelles recherches développer pour soutenir (ou accompagner) les démarches de l'agriculture durable et les systèmes alimentaires locaux ?

Rapport écrit : Élodie MERLOT

Question 1 : Que recouvrent pour vous les termes « agriculture durable » et « systèmes alimentaires locaux » ?

ANALYSE :
- définition de l'agriculture durable : Il existe un problème de vocabulaire sur le sens des termes agriculture / développement durable. En faisant appel à la notion de durée, ces termes replacent le système agricole intensif développé depuis 30-40 ans dans le contexte d'une agriculture vieille de plusieurs millions d'années, et pose de la question de la pérennité du système actuel. L'agriculture durable repose sur des critères de viabilité sociale (qualité des produits, dignité des agriculteurs), économique (préservation des emplois, rentabilité) et environnementale (biodiversité, entretien du territoire, pollution).
- L'agriculture biologique : l'agriculture biologique n'est pas forcément durable. Elle a bénéficié de subventions importantes ces dernières années et des agriculteurs se sont déclarés « bio » sans nécessairement bien maîtriser tous les paramètres agronomiques pour pratiquer l'agriculture biologique. De plus, le tout AB n'est peut être pas la solution à l'échelle planétaire.

INTERROGATIONS :
Le développement d'une agriculture durable est une **urgence**. A qui le citoyen parlera-t-il d'agriculture durable quand il ne restera qu'un très petit nombre d'agriculteurs devenus purement et simplement des industriels ?

PROPOSITIONS :
Il est impossible de présager du futur et des systèmes considérés comme acceptables par la société à un moment donné peuvent ne plus l'être au bout de quelques décennies. L'agriculture durable n'est donc pas un système figé mais doit être **un processus continu**.

Question 2 : Quels sont les champs scientifiques concernés ?

ANALYSE :
- Le développement de systèmes d'agriculture durable nécessite d'intégrer des aspects économiques, sociologiques, environnementaux et agronomiques. La recherche qui s'y intéresse doit donc elle aussi être **pluridisciplinaire** et utiliser une **approche systémique**, à l'échelle de l'exploitation et à l'échelle d'un territoire.
- Le savoir n'est pas que scientifique. Il est également être empirique, il existe des savoirs locaux. Les **échanges entre chercheurs, agriculteurs et consommateurs** sont donc nécessaires et doivent être amplifiés.
- On constate que les recherches et les innovations en agriculture durable viennent toujours de groupes de paysans ou d'individus mais jamais des institutions. Les causes résident dans le fait que les agronomes ont été formés au système agricole majoritaire. De plus, les interlocuteurs et les financeurs des chercheurs sont les industriels (semenciers, producteurs d'aliment…) ou les instituts techniques, qui soutiennent le modèle en place. Il y a peu de contacts directs avec les agriculteurs, et pas de financements pour faire de la recherche sur l'agriculture durable. Ainsi, **les chercheurs sont peu incités à travailler sur des modèles d'agriculture durable**. Lorsque cela est tout de même le cas, il faut prendre garde à un risque de détournement des recherches par les chercheurs eux-mêmes. La recherche sur l'agriculture durable peut alors n'être utilisée que comme alibi pour d'autres recherches ou même conduire à des recherches allant contre l'agriculture durable.

PROPOSITIONS :

- L'enseignement : La création de jeunes générations de chercheurs « ouverts » et décloisonnés passe par la dispense d'un enseignement agricole et agronomique ne reflétant pas que le modèle dominant mais aussi la diversité des systèmes agricoles existants.
- Le pilotage des actions de recherche par les appels d'offre : les associations de citoyens doivent faire du lobbying auprès des politiques dans les institutions qui financent la recherche (région, ministère, Europe) pour que :
(1) des appels d'offre sur l'agriculture durable soient plus fréquemment ouverts,
(2) ces appels d'offre privilégient l'interdisciplinarité,
(3) toutes les sensibilités de la société soient représentées dans les commissions qui attribuent au final les financements.
Pourquoi ne pas agir à travers des appels d'offre qui exigeraient que les actions de recherches soient copilotée par des acteurs de la société civile (associatifs, collectivités territoriales) ?

Question 3 : Quelles sont les recherches dont vous avez connaissance et qui contribuent à avancer ?

ANALYSE :
Certains outils existent, permettant d'évaluer un système d'exploitation, comme la méthode IDA. Le programme interdisciplinaire STEREO est aussi un très bon modèle.

INTERROGATIONS :
Quelle suite concrète a été donnée à un programme comme STEREO, aussi bien au niveau de l'INRA que sur le terrain ? Ce type de recherche doit s'inscrire dans une continuité et ne pas être que des programmes ponctuels qui servent ensuite de façade aux instituts.

Question 4 : Quels sont les manques que vous constatez dans votre expérience de chercheur, d'agriculteur, de consommateur ou de citoyen ?

ANALYSE :
- La génétique et la biodiversité : les agriculteurs et les éleveurs biologiques se voient dans l'obligation de recréer seuls des variétés rustiques, plus résistantes aux aléas climatiques et aux maladies, parce que la recherche agronomique n'investit pas assez dans ce domaine.
- L'économie et le marketing : les systèmes alimentaires locaux ont de nombreux atouts à faire valoir aux yeux du consommateur (fraîcheur, traçabilité...) mais les agriculteurs ont besoin d'un appui pour organiser des réseaux de distribution ou valoriser leur production par une approche marketing.

PROPOSITIONS :
- Rôles de la recherche :
(1) La recherche doit être **force de proposition** : développer des outils et des techniques, proposer de nouveaux systèmes de production durables.
(2) Elle doit aussi créer des **outils d'expertise** permettant d'évaluer l'impact à long terme (la durabilité) des différentes méthodes et systèmes existants. Ces outils d'évaluation doivent être multicritères. Ces outils permettront au citoyen de juger lui-même de l'acceptabilité d'un système de production et de pouvoir déterminer si les objectifs en termes de durabilité ont été atteints ou non.

Atelier 2A

De nouvelles formes de partenariats et de nouveaux partenaires pour les chercheurs : quels aller–retour entre les chercheurs, les associations et les citoyens ?

Rapport écrit : Hélène CLEMENT

SC = Société Civile = syndicats, associations, citoyens ≠ entreprises, élus
R = Recherche

Question 1 : Quelle intervention de la SC sur les orientations de la Recherche, des méthodes scientifiques et des formes de valorisation ?

Constat : la SC est peu mobilisée sur les orientations de la R.

- Opacité des décisions. Il faudrait résister à cette opacité.
- SC très diverse : qui a la parole ? Il faudrait des filtres. Si la demande est claire, la R peut y répondre → il faut que la SC fixe des enjeux à la R.

⇨ Plus de communication est nécessaire.

Comment mobiliser la SC afin qu'elle se positionne ?

- Sentiment de manque de compétences au sein de la SC : un citoyen lambda ne peut pas être critique par rapport aux travaux de R car il n'en maîtrise pas les enjeux.
- Il y a des sujets sur lesquels la SC se sent concernée : alimentation, environnement, santé, et d'autres pas : exemple, prendre son vélo n'est pas mobilisateur.

⇨ Il s'agit d'un problème d'acquisition de connaissances :

- De la faute à qui ?
  - ▪ C'est au scientifique d'alerter la SC.
  - ▪ Il faut que chacun aille vers l'information.
  - ▪ Les médias sont déclencheurs de débats : exemple OGM.
- Pourquoi ?
  - ▪ Problème : il y a des questions pour lesquelles les chercheurs ne sont pas d'accord entre eux. Il n'y a pas de discours unique de la R, mais cette diversité devrait être constructive.
  - ▪ Problème : il n'y a pas d'apprentissage de la culture à l'école.
  - ▪ Problème : les médias ont le travers d'insister sur les craintes plutôt que sur les connaissances. Beaucoup de médias fonctionnent sur le financier : la peur rapporte plus.

Question 2 : Quelles formes d'implication de la SC dans le tri-pôle : chercheurs-politique-économique ?

Constats :

- Perte de confiance vis-à-vis du secteur public.
  - Remise en cause du rôle du politique ? -> si la SC a un avis il lui suffit de voter.
  -

.

La SC participe déjà aux politiques : exemple de la participation de la Confédération Paysanne aux consultations avec les politiques. Mais beaucoup d'investissements qui n'ont pas été pris en compte au final.

Il y aurait besoin d'un Conseil Économique et Social fort pour guider les politiques

Question 3 : Quelle responsabilité des chercheurs face à la SC ?

Problème : les chercheurs sont évalués sur leur nombre de publications. Les sujets internationaux sont mieux quottés que les sujets locaux. Ils ont très peu de libertés : ils passent beaucoup de temps à chercher des financements et ils ne sont pas libres de communiquer ce qu'ils veulent.

On voit que les **associations** tiennent de plus en plus un rôle d'intermédiaire entre la R et la SC.

Il y a différentes associations :
- Associations professionnelles, syndicats
- Associations pour ou contre quelque chose
- Associations pas connues
-

Il y a aussi beaucoup de personnes qui ne font pas partie d'associations

Question 4 : Quelles formes de financements ?

Est-ce que la SC est capable de financer la R ?

Rôle de l'impôt ? → Il faut le revaloriser

Rapport oral : Alain CRAVE

Le débat trouve son origine dans le constat ***qu'une partie des citoyens ne fait plus confiance au gouvernement pour mener une politique de recherche scientifique pertinente*** à leurs yeux. Dans un contexte plus général d'une perte de signification, voir de représentativité des instances politiques dans l'opinion publique, le citoyen aimerait établir un contact plus direct avec les chercheurs, de manière à participer à l'orientation des thématiques de recherches et, par là même, solliciter les chercheurs sur des questions d'environnement et agricoles qui le touchent.

L'une des questions est donc : ***comment le citoyen, à travers le monde associatif, peut-il participer aux orientations de la recherche aux côtés des pouvoirs publiques et des chercheurs ?***

Afin de ne pas reproduire le manque de représentativité des politiques officiels sur les demandes réelles de l'opinion publique, ***le monde associatif, qui participerait au débat sur les orientations de recherches, se doit d'être le plus démocratique possible***, en représentant le plus grand nombre. Force est de constater que le monde associatif est vaste avec des associations qui sont *pour* ou *contre quelque chose*, des associations *professionnelles*, des associations *répertoriées* voir *inconnues* ou *muettes*. Certaines associations peuvent, en effet, difficilement accéder à des moyens de communication efficaces car elles ne concernent que des questions qui intéressent peu ou prou l'opinion publique (sans abris, précaires, etc.) et pourtant elles peuvent représenter 15 à 20 % de la population française.

Pour que le dialogue puisse s'installer entre citoyens et chercheurs, il est indispensable d'établir un minimum de culture commune sur la recherche scientifique et ses approches. La recherche scientifique progresse essentiellement par une remise en question permanente des modèles établis tant sur le plan des observations, que sur celui des représentations du monde dans lequel nous vivons. La *culture du doute* a donc une place majeure dans l'activité de recherche. Il est important que l'opinion publique accepte que le chercheur ne soit plus perçu comme porteur de vérités absolues et par là même de solutions définitives, mais bien comme une personne qui propose un état de l'art sur une question précise. ***Une telle évolution dans les mentalités ne peut se faire que si un effort de communication important sur la recherche et ses méthodes est instauré auprès du citoyen***.

Il est donc nécessaire de mettre en place des passerelles entre le monde de la recherche et les associations, pour établir un minimum de connaissan-

ces mutuelles et partager les expériences spécifiques de chacun, qu'il soit citoyen ou chercheur (le chercheur étant lui-même un citoyen en dehors de son domaine de recherche). On pourra dès lors mettre en place une expertise plurielle sur les questions que pose le monde associatif ou le monde de la recherche.

De son coté, le chercheur se doit de libérer une partie de son activité de recherche à l'entretien de ce dialogue avec les associations. Aujourd'hui les chercheurs ne sont pas incités à suivre cette direction. Les critères d'évaluation de leur activité annuelle ne prennent pas sérieusement en compte le travail effectué en dehors des communautés de recherches pures. De plus en plus l'évaluation des chercheurs s'effectue sur la base de ses publications dans des revues scientifiques spécialisées de rang international et les crédits publiques qui sont affectés aux équipes de recherche sont fonction de leur taux de publication. Ceci pour exacerber la compétition (et non pas la qualité des travaux) entre les équipes de recherche dans un contexte de baisse de crédits de la recherche publique civile. Si l'on veut favoriser le dialogue entre les chercheurs et les citoyens, **les travaux de recherche effectués dans le cadre du monde associatif doivent être pris en compte dans l'évaluation du travail de chaque chercheur**, au même titre que le nombre de publications.

Atelier 2B

De nouvelles formes de partenariats et de nouveaux partenaires pour les chercheurs : quels aller–retour entre les chercheurs, les associations et les citoyens ?

Rapport écrit : Patrick GESTIN

Question 1 : quels champs recouvrerait cette nouvelle approche ?

Le fossé se creuse entre la recherche et les attentes citoyennes. Le premier objectif est de pouvoir **faire remonter les véritables questions**. Jusqu'à présent, l'orientation de la recherche s'est basée sur la loi du marché et a été largement confisquée par des groupes de pression économiques, le « monde agricole » (coopération, mutualité…). Même si l'on ne s'en tient qu'au « monde agricole », il est clair qu'il a énormément évolué, et que les questions et les orientations souhaitées pour la recherche sont maintenant très plurielles. Mais, bien au-delà, comment réaliser avec succès une « ouverture citoyenne » ?

L'hyperspécialisation des travaux de recherches a accentué le fossé entre chercheurs et société, les chercheurs doivent être plus attentifs aux **attentes transversales**, à partir de **thématiques moins compartimentées**. Cette hyperspécialisation est favorisée par les modalités d'évaluation individuelle et collective des chercheurs mise en place par les instituts de recherche. Le travail du chercheur est évalué principalement à l'aune de son excellence scientifique, la valorisation et la diffusion de ses recherches auprès de la société ayant un poids plus faible dans l'évaluation.

Les experts scientifiques ont perdu de leur crédibilité (cf. les différents discours sur les OGM). Pour dépasser la méfiance actuelle, il est nécessaire d'arriver à **une meilleure compréhension des résultats de recherche**, c'est aussi une opportunité pour mieux se connaître.

Cette ouverture citoyenne doit également intégrer **l'évaluation des travaux réalisés**, sans pour autant s'élargir à l'évaluation des personnels eux-mêmes.

Un objectif : « la recherche pour sortir de la crise »

Question 2 : Quel est le niveau d'intervention de la société dans ce nouveau mode ?

La recherche publique tient sa première légitimité de son inscription dans la démocratie parlementaire, bien qu'elle soit aujourd'hui fragilisée par la politique budgétaire en cours.

Mais il est nécessaire **d'ouvrir les lieux de décisions politiques.**

Dans le secteur agro-alimentaire par exemple, tous les professionnels n'ont pas la même démarche : « face à une agriculture plurielle, il faut une recherche plurielle ». **Il faut des avis contradictoires pour se construire des positions communes.**

Les citoyens, les associations souhaitent pouvoir s'exprimer. Des **lieux de médiation** sont à développer pour se rapprocher de la diversité de la demande sociale.

Question 3 : Quels outils mettre en œuvre pour répondre aux questions 1 & 2 ?

Le **« comité de liaison »** mis en place récemment entre l'INRA et la Confédération Paysanne dans le cadre d'une convention de recherche est cité en exemple. Il a déjà permis de dépasser certaines incompréhensions, de **co-construire des pistes de recherche** (cf. l'exemple de la réflexion engagée sur les semences).

Le développement de **partenariats de terrain** enrichit chaque partie. Ainsi, une collaboration déjà plus ancienne sur l'élevage laitier, toujours entre l'INRA et des agriculteurs des Cotes d'Armor, a amené des scientifiques chevronnés à revoir leurs théories productivistes.

Cependant l'approche sectorielle ne suffit pas, **cette capacité de dialogue doit maintenant se traduire en force de propositions reconnue à tous les échelons.**
La charte pour l'agriculture pérenne en Bretagne est citée comme référence.

La diffusion de la culture scientifique constitue une autre priorité. Chaque citoyen qui le souhaite devrait être en capacité de se forger sa propre opinion, afin de passer du statut de « consommateur », peu valorisant, à celui de « consom'acteur »… Aujourd'hui, le chercheur ne sait souvent communiquer qu'avec ses pairs.

Question 4 : Comment passer du « ménage à 3 » (recherche - forces marchandes - politiques) à « 4 » avec les citoyens ?

« Faut-il ajouter des chaises ou changer les modes de représentation ? »
S'il faut plus de démocratie pour mieux capter la demande, si les comités de liaison et les partenariats de terrain ne suffisent pas à répondre aux défis posés… l'objectif est bien de faire vivre des espaces de **d é mocratie participative**. Les formes concrètes de cette ouverture n'ont pas été définies. Se pose entre autres la question de la représentativité des associations citoyennes. De la même manière qu'il n'existe pas « une » recherche, les associations citoyennes et les débats qu'elles suscitent sont pluriels. Ce constat appelle une seconde question qui a trait à la formalisation des questions posées par la société à la recherche. Les interrogations sociales qui peuvent être très diverses doivent remonter vers la recherche de façon synthétisée sans toutefois gommer cette diversité.
Des « panels de citoyens », préalablement initiés à « l'expertise », ont été expérimentés. S'ils ne constituent pas une réponse satisfaisante en terme de démocratie, ils donnent des pistes sur les prérequis…
Une exigence préalable : **l'écoute des citoyens ne sera légitimée que s'ils s'organisent et s'investissent sur ces préoccupations.**

Rapport oral : Jean-Pierre GERONDEAU

« Des échanges denses et nourris d'expériences vécues par tel ou tel. À retenir :
-Être partenaire :qu'est-ce que cela veut dire? Quelles exigences réciproques?
-OUI les citoyens peuvent être partenaires, mais sous réserve de démarches collectives organisées démocratiquement et évaluées; il y a une responsabilité du citoyen organisé à assumer par lui.
-Ne pas oublier que la légitimité de la recherche et de son financement public vient de la Société ,MAIS se pose le problème de la démocratie pour bien capter les besoins et les attentes de la société
-D'où, comment structurer le questionnement vis-à-vis de la recherche par les divers acteurs de la société, certes des comités de liaison existent, mais...
- Comment mieux prendre en compte la diversité de la demande sociale ? Et son évolution dans le temps ?
- Faut-il rajouter des chaises dans les structures de coordination ou de décision ?? ou remplacer certains participants?? faire les deux ??
-Une forte attente pour une recherche plurielle,
- pour se construire ensemble des positions des attentes.
- pour construire des outils pour des projets communs
- Donner aux citoyens les moyens de débattre d'où l'urgente nécessité de diffusion de la culture scientifique une des conditions pour un contrôle démocratique »

Une observation : vus le lieu et les « puissances invitantes », une salle et des débats très marqués "INRA" et agriculture durable, plus d'universitaires d'autres centres de recherche (ex INSERM) autres acteurs économiques auraient enrichi le débat.

Atelier 3

Quelles recherches en économie et sciences sociales pour anticiper les réorientations des productions animales dans l'Ouest ?

Rapport écrit : Jean François MOAL

Nous devons d'abord retenir une considération générale sur l'utilisation actuelle des connaissances scientifiques. Nous avons une somme importante d'écrits, de publication de résultats d'études et de recherches qui montre les limites et les dangers du système productiviste or il n'y a d'inflexion vers le développement durable que dans les discours

Se pose donc une série de questions sur les freins et les leviers du développement durable et sur les moyens d'actionner négativement l'un et positivement l'autre. Un large consensus se dégage quant aux principes d'approche globale, systémique et pluridisciplinaire pour aborder ces questions.

Acceptabilité sociale et économique des systèmes alternatifs

- Connaître
- leur faisabilité et leur intérêt économique, social
- les risques pour le territoire d'abandonner le système dominant pour des systèmes alternatifs.
- Les acteurs du changement et les conservateurs. Qui sont-ils ? Comment se prennent les décisions politiques ? Comment se réparti le pouvoir ?

- Internalisation des coûts et signification des prix
- Entre les aides publiques et l'externalisation de certains coûts qu'est ce que le coût réel des produits ?
- Qui fixe les prix et comment ?
- Quelles sont les aménités positives des productions bios et durables, en essayant de chiffrer les inductions économiques ? Qu'est ce qui peut être comparé avec le conventionnel ?

- Valorisation de l'existant
- Où et pourquoi les résultats de certaines études restent bloqués et ne sont pas diffusés ?
- Entre chercheurs et praticiens, il y a un maillon manquant : les vulgarisateurs. Comment organiser la diffusion ?
- Quelle réactivité de la recherche par rapport aux lanceurs d'alerte ?

- Les consommateurs
- Qui sont-ils ? Comment réagissent-ils ? Comment différencier les approches, les messages, les modes de communication en fonction des différentes catégories ?
- Comment développer la citoyenneté des consommateurs privés ou publics (collectivités locales) ?

Sensibilisation – Education – Formation

- Question transversale : comment faire en sorte (outils pédagogiques, programmes, cycles) que la connaissance scientifique serve les acteurs du changement ? Comment transmettre ?
- Comment organiser la confrontation formelle, permanente entre chercheurs et praticiens

Rapport oral : Michel CARRE

Trois remarques préalables :

C'est réducteur de ne parler que des productions animales, même si elles sont dominantes dans l'ouest ; il faut aussi parler des productions végétales ;

Avant de parler des recherches à faire, il faut d'abord rappeler qu'il a déjà été produit beaucoup de connaissances dans les domaines environne-

mentaux, sanitaires, etc. mais qu'elles sont très peu diffusées et connues (voire « on trompe les gens ») tant les freins sont forts du côté des acteurs économiques des grosses filières ; ni les instituts, ni les médias ne les diffusent ; les administrations telles que les Conseils Généraux n'en sont pas destinataires non plus !
La recherche est plus efficace que les associations quand elle dénonce des risques, des dérives. Il faut sans doute trouver d'autres formes d'alliances pour mieux travailler ensemble.

Un des éléments de réponse est que les systèmes sont devenus tellement fragiles que de telles remises en cause les condamneraient très rapidement. C'est la production intensive qui fait tourner les équipements (qui servent aussi à des « moins intensifs » !) ; ceci amène aussi des conséquences sur l'emploi, ce qui permet de faire du chantage à la puissance publique. Pourtant ce système dominant continue de supprimer de nombreux emplois en agriculture ; **« il a des plans sociaux toutes les semaines en agriculture ».**

Concernant des domaines à approfondir cinq points ont été relevés :

- Mesurer comment des systèmes alternatifs, plus coûteux pour les individus (et pour la collectivité ?), sont acceptés (ou non) et par quelles proportions de la population ? Peut-on penser que l'on va évoluer vers le fait qu'une proportion non négligeable de consommateurs va accepter de payer sensiblement plus cher une alimentation qui sera de meilleure qualité (sanitaire, gustative), qui garantira une meilleure protection de l'environnement, qui leur permettra d'être en lien avec un territoire et ses habitants, voire qui sera porteuse d'une dimension éthique dans la conception des échanges commerciaux ?
Peut-on identifier et analyser ce qui fait bouger les comportements de tout ou d'une partie de la population, concernant ses rapports à l'alimentation, au prix à payer ? Quels nouveaux critères peuvent ainsi être mis à jour : attachement à un territoire, à la qualité de l'environnement, à la dimension éthique… Peut-on bénéficier de recherches concernant les « systèmes alimentaires locaux » qui se font à partir d'une organisation sur un territoire, incluant des échanges commerciaux et culturels ? Il s'agit d'une autre approche de la connaissance prévisionnelle des marchés (il semble qu'au Danemark il y ait de l'avance dans ce domaine).

- Comment évaluer les coûts de notre mode actuel de développement, c'est-à-dire les coûts des conséquences pris en charge par les individus et la collectivité (État, autres collectivités publiques, assurance maladie…), alors qu'ils sont de la responsabilité des « organisateurs » de ce modèle économique ? Coûts concernant l'environnement, la santé… Faire la transparence sur les mécanismes d'établissements des prix des produits (coûts de revient, part de la collectivité…) ; comment évaluer les richesses produites par des systèmes alternatifs, du point de vue économique, lien social, mieux vivre ensemble…

- Comment favoriser une éducation, une formation d'individus pour aller dans ce sens de consommation à caractère « durable » ? Quelles méthodes pédagogiques ? Faut-il contraindre davantage ? Faut-il provoquer des changements plus brutaux ? Dans quels lieux cela peut-il se faire (école, asso d'éducation populaire, asso sportives, asso familiales, de consommateurs …) ? De même est-il possible d'accélérer les changements chez les producteurs par exemple en diffusant davantage de résultats chiffrés comparatifs ?

- Comment aider des jeunes filières à s'organiser, en incluant les acteurs économiques, des producteurs aux consommateurs, mais aussi des acteurs publics telles que les collectivités quand elles y jouent un rôle (restauration collective par exemple) ?

- Des projections sur le moyen terme seraient nécessaires, par exemple s'agissant des évolutions démographiques mondiales et des consommations de protéines animales, d'énergie qui à l'évidence ne pourront pas se poursuivre au niveau actuel.

Atelier 4

L'alimentation entre plaisir et menace : quelles contributions de la recherche à une définition et une amélioration de la valeur alimentaire (nutrition, sécurité sanitaire, goût…) ?

Rapport écrit : Rémi MER

L'alimentation n'est pas un bien comme les autres. Elle suscite des controverses, sur la qualité, le prix, le goût, la santé, l'obésité… Il est difficile d'avoir un terrain d'échanges commun, de parler de la même chose. Les scientifiques sont en partie responsables de ce dialogue de sourds. L'alimentation est vue de façon trop parcellaire et cloisonnée (ex : nutrition, biochimie…), alors qu'il faudrait une vision plus sociale, plus transversale, entre les différentes disciplines.

Les questions posées :

- Quelles sont les composantes de la valeur de l'alimentation ?
- Quels sont les systèmes de valeurs derrière les différentes visions ou représentations de l'alimentation ?
- Comment partager les initiatives, les personnes ressources pour avoir une réflexion transversale et une vision intégrée de l'alimentation, porter un nouveau regard sur elle ?
- L'alimentation, c'est d'abord un droit de l'homme sur la planète. Cela fait partie des besoins fondamentaux.
- Comment gérer les contradictions entre la technologie et le goût ?
- L'alimentation, c'est aussi du lien social, du plaisir, des rencontres...
- Quel lien entre alimentation et biodiversité ?

Débat :

Les consommateurs ne connaissent pas les modes de production ou de transformation.
On ne sait plus se nourrir. Qui connaît la différence entre des porcs avec ou sans OGM ?
Nos enfants sont en danger (dimension éducative)…
Les habitudes de consommation changent et devraient encore plus changer. Comment les faire changer pour avoir une consommation durable, respectant les droits des pays à subvenir à leurs besoins (souveraineté alimentaire), en évitant les gaspillages d'énergie (consommation de viande, mais aussi transports…), les problèmes d'environnement.
Si la consommation évolue, par exemple vers une moindre consommation de viande, quel sera l'impact sur les productions animales dans l'Ouest ?

La recherche travaille déjà sur la consommation alimentaire, sur les politiques nutritionnelles. Mais elle est plutôt centrée sur les sciences dures (biotechnologies, process…) ou sur une approche médicale, hygiéniste. La recherche reste marquée par le modèle productiviste. Le virage ne s'est pas (ou peu) fait… vers les productions de qualité, les petites filières.
Il faudrait dépasser cette approche, en associant la société civile, les consommateurs, pour aborder la **dimension politique** :
- l'impact des modes de production et des modèles (ex : Bretagne),
- l'approche développement durable de l'alimentation,
- la standardisation par la transformation agro-alimentaire et les stratégies d'approvisionnement (à partir ou non des productions locales)
- les rapports de pouvoir au sein des filières (ex poids de la distribution),
- les aberrations de consommation (ex : pourquoi consommer de l'Omega 3 sous forme animale alors que ce serait tellement plus simple sous forme végétale !),
- les alternatives (tant à la production que dans les systèmes agro-alimentaires).
- Les conditions d'une bonne alimentation (saine, variée…)

- Le débat public autour de l'alimentation (cf. États Généraux de l'Alimentation en 2000)

La recherche doit plus aider à rendre visibles des mécanismes, des processus mais également les coûts des différents systèmes (coûts cachés).
La recherche doit plutôt aider à formuler les bonnes questions qu'à apporter des réponses toutes faîtes.
Elle doit contribuer à faire le lien entre la molécule et le système alimentaire dans son ensemble (de l'infiniment petit au global), en intégrant l'agronomie en amont et la biodiversité sur toute la chaîne alimentaire (du sol… à la flore intestinale !). Cela suppose la mise en place de projets de recherche pluridisciplinaires (rassemblant des hommes, des équipes et des institutions), en insistant sur l'intégration des sciences humaines dans les équipes et travaux de recherche.

Dans certains cas, les travaux de recherche existent bien mais ne sont pas connus des acteurs sociaux. Comment améliorer la diffusion des résultats de la recherche et les mettre à la portée des gens (démarche pédagogique) ?

En conclusion :

- L'alimentation est un bien fondamental, différent des autres et en même temps un enjeu planétaire.
- Il faut refaire le lien entre agriculture, alimentation et agroalimentaire.
- La sécurité alimentaire (approvisionnement et « qualité » des produits) doit être assurée. La recherche doit y contribuer.
- La recherche reste trop cloisonnée, pas assez systémique, globale, politique
(ex : évaluation des coûts des différents systèmes agroalimentaires).
- Les sciences sociales et humaines doivent être renforcées.
- La recherche doit rester indépendante des intérêts économiques (ex : biotechnologies, nutrition…).

Rapport oral : Marie-Odile SIMONNEAUX

I - L'alimentation est un « bien » différent des autres parce qu'elle est indispensable à la vie ; parce qu'elle est un enjeu planétaire :

- Il y a urgence à repenser la **sécurité sanitaire** (pollution chimique – qui est le premier maillon responsable ?)
- Il y a urgence à vulgariser **pour tous** les besoins nutritionnels, les équilibres alimentaires, avec un nouveau projet pour les protéines : réduire les quantités, et réapprendre à se nourrir pour une part avec des protéines végétales (économie d'énergie – équilibre planétaire)
- Il y a urgence à produire des aliments de qualité pour préserver tout le Vivant ;les saveurs. Cela commence par prendre soin de la TERRE !
- Il y a urgence à repenser nos modèles de production – consommation et à envisager la **Souveraineté Alimentaire**.

II - Pour répondre
À la sécurité sanitaire et à la qualité nutritive et gustative de notre alimentation ; comment remettre en phase les consommateurs, l'agro-alimentaire, l'agriculture ?

III - Comment évaluer les coûts cachés et les impacts du système alimentaire actuel : coût énergétique – pollutions – dégradation de l'environnement, de la santé – achat des bouteilles d'eau, etc. ?

IV – Le vivant nous apprend la relation, l'interdépendance. Pourquoi ce cloisonnement de la science ?
Comment développer les approches systémiques qui intègrent les différents champs scientifiques :sciences humaines, sociales, biologiques, écologiques, agronomiques, etc. ?

V - Nécessité urgente d'une recherche indépendante sur la relation entre système alimentaire et santé.

Débat général

Compte-rendu par Chantal Gascuel

Animateurs : Claude Cheverry (CC), Jean-Yves Griot (JYG), Claudia Neubauer (CN)

La reconnaissance du savoir des praticiens, la nécessité d'un dialogue…

1. L'expérience entre recherche et société, telle que le programme STEREO (Système Terre et Eau, réseau CEDAPA) a montré que c'est la richesse du dialogue entre « praticien » et « technicien » qui fait la réussite d'un tel programme. Si on sépare les deux, on appauvrit l'ensemble. Le décloisonnement des savoirs enrichit, et les uns, et les autres.

CC : Ce programme a aussi montré que l'ouverture vers des nouvelles pratiques de recherche n'est pas une démarche institutionnelle : elle est l'initiative de quelques personnes compétentes et engagées, qui peuvent à la fois instaurer ce dialogue et faire accepter le programme par l'institution.

2. Les chercheurs n'ont pas le monopôle de la recherche. « Par l'expérience », nous avons pu « montrer » qu'il est possible de vivre à 6, avec 1/2 salaire, 6 fois moins d'eau, de faibles ressources énergétiques, des ressources alimentaires du jardin,… La recherche coupe les problèmes en 4, et ne peut trouver des solutions globales.

CC : le « praticien », « l'artisan » est un expérimentateur qui apporte les résultats expérimentaux, qui peuvent être analysés et interprétés par les deux, en terme de connaissance et d'innovation.

3. Il faut repenser notre manière de produire, de se nourrir. Un chercheur qui souhaitait travailler sur la prairie avait écarté dans un premier temps celle que je lui proposais car elle présentait une flore variée. La recherche pense en terme de simplicité, alors que la diversité que l'on a dans la réalité, notamment dans les prairies des systèmes durables, n'est pas la seule addition de systèmes simples. Il faut repenser la biodiversité.

4. Il y a une incapacité de la recherche à travailler sur les systèmes alternatifs : ce n'est pas lié à l'argent mais à la culture, à la formation des chercheurs.

5. Comprendre la recherche nécessite de diffuser très tôt et très largement la culture scientifique.

CC : il y a des mots incontournables pour un scientifique tels que le mot « raison ». La culture scientifique doit permettre une appropriation d'un vocabulaire, de démarches.

L'élaboration de programmes de recherche basés sur le savoir des praticiens. Pourquoi ? Comment faire ? Jusqu'où aller ?

6. Comment est-il possible de mieux mobiliser, dans une démocratie représentative, le pouvoir politique tel qu'il existe ? Comment se fait-il que l'on souhaite l'écarter, le contourner en donnant autant de poids aux associations ?

CN : des démarches de démocratie participative, avec des expériences modestes (ex : conférence de citoyens) sont parallèles et se situent en plus du pouvoir politique, avec l'objectif que le débat soit progressivement pris en compte et intégré par le politique. C'est donc tout un processus. Par ailleurs, le partenariat recherche société, tel que celui développé par exemple au Canada, dans le cadre de l'ARUC, peut aussi favoriser l'apprentissage de l'échange citoyen chercheur. C'est là aussi tout un processus. Ces raisons font qu'il peut être intéressant de développer de tels programmes : il y a en

cours de montage un programme sur l'Île-de-France qui a pour objectif de faire de cette région la première éco-région.

7. La recherche « hors sol », qu'est-ce ? La science, sans la société ; une idéologie sacralisée qui apparaît non contestable par la société. Il faut faire sauter ce verrou de « savoir savant » : reconnaître les compétences produites par la recherche, mais aussi par le « tiers secteur » ; au-delà, générer des démarches « d'hybridation » entre science et société ; au-delà, reconnaître les connaissances produites par le tiers secteur, par l'expérience citoyenne. La sacralisation de la recherche, la peur des chercheurs peut en effet conduire à une perte des compétences du tiers secteur. Ce n'est donc pas à la recherche seule de produire des connaissances, ni même à une seule démarche participative.

CC : Faut-il un tiers secteur scientifique ? il y a des aspects positifs tel que l'enrichissement par une expertise collective. Il y a aussi des aspects négatifs qui tiendrait à la perte de confiance de la société vis-à-vis des chercheurs, des chercheurs en eux-mêmes, eux qui se sont engagés dans le service public par vocation.

8. Qui dit recherche, dit évaluation : peut-être faut-il mieux l'évaluer ? mieux l'orienter vers le bien public ? il faudrait en tout cas ne pas disperser les moyens de la recherche publique. Si on ne réoriente pas la recherche publique sur ses véritables missions, elle aura disparu dans 20 ans.

9. Il n'y a pas de moyens mobilisés pour la concertation. Quid notamment du choix de l'utilisation de nos impôts ?

CN : plusieurs pistes peuvent être évoquées. La première est que les choix politiques conduisent inévitablement aux affectations en moyens de recherche. Ainsi, en Allemagne, l'objectif est d'aller vers une augmentation des surfaces en agriculture biologique, allant jusqu'à 20% de la SAU. Cet objectif, de nature politique, induira inévitablement une demande accrue de recherche sur cette filière. La seconde vient des mouvements de la recherche eux-mêmes. Ainsi le mouvement SLR a voulu travailler seul, puis s'est progressivement ouvert, au fil du mouvement et à l'appel des associations, à réfléchir sur les modes d'intégration de la société civile dans les choix de la recherche, dans les processus d'acquisition des connaissances.

10. Certaines questions, tels que les flux de gènes dans les forêts nécessitent des moyens sur le long terme : si on soumet la recherche à des intérêts privés, alors qui payera pour des recherches de long terme ?

CC : il faut faire confiance aux gens pour s'adapter au changement. Il faut beaucoup de temps pour mettre en place des changements, mais ça vient. Les délais peuvent apparaître longs. La question est de savoir comment raccourcir ces délais.

Des recherches pour soutenir le métier de paysan, les agricultures alternatives…

11. Comment orienter la recherche publique, notamment pour soutenir les paysans, maintenir le métier de paysan ? les paysans représentent moins de 4% de la population française ; un paysan quitte le métier toutes les minutes en Europe.

12. L'évaluation des désastres de l'agriculture productiviste est encore à faire : évaluation culturelle, sociologique, écologique, sur la santé des agriculteurs (suicides,…), sur la santé des citoyens (surconsommation de médicaments,…) ; évaluation des effets mais aussi des moyens pour changer de système,… Une évaluation complète devrait être faite.

13. Il faudrait que les chercheurs s'astreignent à passer au crible économique toutes leurs propositions.

14. Les calculs économiques étaient faciles dans les années 60 et pouvait se faire sur 20 ans. Actuellement, l'incertitude qui existe à de nombreux niveaux (marchés,…) fait que la projection économique est très difficile.

Chercheurs, militants,…

15. La recherche a fourni de nombreux résultats dont la société ne s'est pas appropriée. C'est l'exemple des références produites par l'INRA en terme de bilans minéraux des déjections animales, non reprises dans les normes CORPEN ; c'est aussi l'exemple du traitement du lisier non préconisé par l'INRA, mais largement soutenu dans le plan d'agriculture pérenne. Attention, il ne faut pas tout attendre de la recherche. Le chercheur qui déciderait de tout est un fantasme, c'est la sphère politico-économique qui décide. À l'inverse, la recherche attend l'appui de la société.

16. Chercheur et militant : il faut séparer ces deux fonctions

CC : un chercheur n'est pas un fonctionnaire d'autorité, il a un droit de réserve, mais il faut aussi qu'il puisse exprimer son point de vue librement.

17. Il faut ajouter des verbes autour recherche et société : convaincre, relier, médiatiser, diffuser,… Où sont les représentants des filières ? on est ici entre convaincus de l'agriculture durable. Où sont les autres ? Comment diffuser les informations, au-delà d'une communauté convaincue ? Les chercheurs pourraient porter un discours plus audacieux et militant.

18. On a établi des liens. Il faut briser les corporatismes, porter des alternatives, des propositions. De nombreux (jeunes) paysans jettent l'éponge, quittent le métier. Il est urgent de sauver les paysans qui sont potentiellement sur un siège éjectable.

CC : il y a aussi une difficulté des chercheurs à faire reconnaître leur expertise. Dans le corporatisme, chacun a des efforts à faire et l'académisme est synonyme de corporatisme.

19. Un critère majeur de l'évaluation est le dépôt de brevets, c'est-à-dire l'acquisition de pouvoir économique.

Conclusions du forum

Point de vue de la société civile

Gilles Maréchal

La rencontre d'aujourd'hui avait une double dimension :
- d'une part contribuer à une réflexion nationale, qui sera complétée et enrichie par les autres forums régionaux à Montpellier et Toulouse ;
- d'autre part imaginer une dynamique régionale qui permettrait de mieux articuler scientifiques et société sur des sujets d'intérêt commun.

Dans chacune de ces dimensions, je voudrais proposer certains enseignements de nos échanges.

D'abord, il est frappant que les traditionnels rappels de l'importance fondamentale de tel ou tel champ disciplinaire ont été absent. Le « corporatisme disciplinaire » s'est largement effacé devant le constat de la nécessité de faire vivre dans les actes la pluridiscliplinarité, ou l'inter-disciplinarité, sur fond de démarches systémiques. Ce qui ne disqualifie pas, bien au contraire, les savoirs thématiques, mais les met en perspective dans une véritable construction sociale. La confrontation aux questions du moment est dans ce cadre riche de stimulation : comme l'a dit avec ses mots à lui André Pochon « quel meilleur lieu d'inter-disciplinarité que la vie ? ».

Ensuite, les appels répétés à la mise en place d'espaces de concertation soulèvent des questions qui relèvent du fonctionnement de la démocratie pour les choix scientifiques : qui définit les sujets à traiter, qui évalue les résultats ? Chacun à sa façon, MM. Maisse et Dufour se sont interrogés sur les voies politiques des processus de décision, entre les organes de la démocratie représentative et les attentes en matière de démocratie participative.

Je ne pourrais citer tous les intervenants qui ont insisté sur la nécessaire construction d'un langage commun ou d'une culture partagée pour que la collaboration entre scientifiques et citoyens soit productive. Si beaucoup ont appelé à la diffusion d'une culture de la recherche dans la société, il ne faut pas négliger les efforts pour développer une culture de la vie chez les chercheurs.

Enfin, les liens entre le local et le global, maintes fois soulignés tant ils sont essentiels quand on traite d'alimentation, interrogent la prétendue neutralité ou indépendance scientifique. Si les résultats locaux peuvent aujourd'hui accéder rapidement à des impacts globaux, le cadre global détermine de façon de plus en plus pesante l'éventail des choix possibles au niveau local, pratiquement toujours en le restreignant. À ce titre, M. Cheverry a appelé les scientifiques a assumer leur subjectivité, sous condition bien entendu de le faire avec la rigueur requise par leur métier. En d'autres termes de briser l'illusion que le monde tel qu'il fonctionne relève de la nature et pas de la culture, donc du politique.

Pour ce qui est de la dynamique régionale, les échanges constructifs et respectueux de cette journée témoignent de la nécessité de vaincre une double timidité. Timidité de la société civile, en particulier du monde agricole, parfois impressionné par l'aura ou le caractère institutionnel de la recherche. Cet effet peut être particulièrement développé dans les mouvements agricoles dits « alternatifs », souvent marginalisés et donc portés à sous-estimer leur poids réel. Ce qui peut induire des réactions d'agressivité ou des syndromes du martyr, face à des scientifiques qui apparaissent plus inaccessibles qu'ils ne le sont. Mais aussi la timidité du chercheur, confronté à des organisations foisonnantes et compliquées à décrypter, des enjeux de pouvoir parfois difficiles à évaluer. Il hésite ainsi à aller chercher les expériences et l'inspiration où qu'elles soient, en limitant malheureusement son champ de vision. Il se coupe ainsi d'une « biodiversité », selon le terme de M. Layadi, qui lui serait si utile.

Pour vaincre cette timidité, l'expérience enseigne qu'il faut des médiateurs, des déclencheurs. On

pourrait poursuivre l'image de la timidité d'un couple appelé à s'unir en parlant d'entremetteur, et les Bretons connaissent bien le rôle du baz valan dans les campagnes. À ce stade, il paraît clair que les collectivités territoriales, chacune à son niveau de responsabilité, peuvent jouer un rôle éminent pour rapprocher les uns et les autres autour des réalités concrètes du territoire, ré-introduisant ainsi le politique dans la détermination des choix. Ce qui ne gâche rien, c'est qu'elle peuvent se donner les moyens de le faire.

La clôture de ce forum peut donc être vécue comme l'ouverture de développements à venir, que nous nous emploierons à construire.

Point de vue des chercheurs — Patrick Durand

Il convient en premier lieu de souligner la richesse des échanges et le climat amical qui ont caractérisé ce forum. Mes réflexions s'organiseront principalement autour du rappel des conditions nécessaires à un réel partenariat entre la recherche et les acteurs représentés ici, et je conclurai en soulignant le poids prépondérant des sciences humaines et des approches pluridisciplinaires et systémiques dans les attentes vis-à-vis de la recherche, la relative absence des approches plus disciplinaires et des sciences de l'environnement dans ces attentes me paraissant poser question.

Quelles sont les conditions d'un partenariat ?

1. Le respect mutuel.

Ce qui pouvait sembler comme aller de soi jusqu'à récemment, à savoir le respect du savoir scientifique et de sa légitimité, a été fortement battu en brèche, notamment dans les milieux que l'on qualifiera d'alternatifs, pour simplifier. La remise en cause ne touche pas seulement les orientations de la recherche et sa pertinence, mais aussi sur la validité même de l'approche scientifique conventionnelle et l'impartialité du chercheur. Il importe donc, pour le chercheur, de retrouver cette légitimité autrement qu'en se réfugiant derrière des dogmes, mais sans verser dans la démagogie ou la pseudoscience, et pour le citoyen de ne pas faire d'amalgame et de mieux connaître les réalités du métier de chercheur.
Mais dans l'autre sens, de trop nombreux chercheurs ont traité par le mépris d'approches empiriques ou de prises de positions militantes, certes parfois basées sur des principes non scientifiques ou des connaissances imparfaites, mais qui puisent leur légitimité ailleurs, par exemple dans une démarche éthique ou bien dans des réalisations concrètes performantes. La curiosité et l'ouverture d'esprit, vertus canoniques de l'esprit scientifique, ne sont hélas pas toujours cultivées comme il se doit par les chercheurs…

2. L'indépendance

La recherche publique tire sa légitimité de son indépendance, qu'elle se doit de garantir vis-à-vis de tous les groupes de pression, et sa généricité, c'est-à-dire la possibilité de transposer ou de généraliser ses résultats ou ses approches. Cette indépendance, vue globalement, ne peut être que renforcée par l'ouverture à de nouveaux partenaires. Cependant, au niveau des projets individuels, la demande forte exprimée ici pour une recherche « de proximité », ayant pour objet des réalisations locales par exemple, doit être entendu tout en préservant ce double souci d'indépendance et de généricité.

3. La lisibilité des interlocuteurs

Un obstacle souvent évoqué par les chercheurs pour développer le partenariat avec de nouveaux interlocuteurs est la multiplicité des associations ou des groupements, le manque de lisibilité sur leur domaine d'action, l'apparente redondance entre diverses structures. À cet égard, le réseau Cohérence est un contre-exemple qu'il conviendra d'exploiter. Plus généralement, les actions communes à développer pourraient avoir comme effet collatéral positif de mieux structurer les réseaux d'acteurs concernés.

4. Les moyens

Sur ce point, des perspectives existent, basées sur le modèle des ARUC (Alliances de Recherche Université-communauté) canadiennes.

5. La reconnaissance et l'évaluation

Autre obstacle relevé par les chercheurs, le risque de manque de reconnaissance de leurs actions d'ouverture vers la société du fait des critères actuels d'évaluation de leur travail, dominé par la production de publications « académiques ». Dans les réflexions en cours sur l'évaluation de la recherche, la nécessité de diversifier les critères, d'ouvrir les instances d'évaluation à la société civile ont une large place et l'on peut être raisonnablement optimistes de ce côté. L'autre aspect de la question est la demande de prise en compte de l'expertise et des savoirs acquis par les acteurs de terrain, le « paysan expérimentateur » et par le « tiers-secteur scientifique », car la condition de leur reconnaissance par les scientifiques est qu'ils puissent être soumis à une évaluation indépendante et rigoureuse, ce qui implique des contraintes de méthode et de forme de diffusion spécifiques.

6. La formation

Il a été souvent souligné, de part et d'autre, la nécessité d'une meilleure diffusion du savoir scientifique, d'une meilleure formation de l'individu à l'approche scientifique. Bien que je ressente moi aussi ce besoin, cela me pose question : nous vivons dans une civilisation basée sur le savoir scientifique et technique, les disciplines scientifiques ont pris une part considérable dans l'enseignement scolaire, tant en nombre d'heures qu'en poids dans la sélection des élèves, aux dépens des disciplines artistiques et littéraires. Alors, ce déficit de culture scientifique est-il réel ou supposé ? Et s'il est réel, est-il possible de le réduire ?

7. L'équilibre court terme long terme

La nécessité d'une « science de proximité », plus à l'écoute des besoins du citoyen, des associations, des initiateurs de projets locaux, a sous-tendu l'essentiel des débats. Il toutefois été souligné, à juste raison, que cela ne doit pas faire oublier le devoir, pour la recherche publique, de se préoccuper des enjeux à long terme, des questions non encore posées, du devenir des milieux à évolution lente, tels que les sols, les forêts, etc.

Pour conclure, une des choses qui m'a frappé dans le débat final était la référence quasi exclusive aux sciences de l'homme, au besoin de recherches en sociologie, en économie, et le plébiscite pour les approches systémiques et pluri-disciplinaires, notamment pour étudier, voire valider, les démarches alternatives vers l'agriculture durable, et pour mieux évaluer, voire condamner, l'agriculture conventionnelle. Loin de moi l'idée de contester ce besoin. Ce qui me pose question est que, par contraste, les approches disciplinaires, l'agronomie, les sciences de l'environnement, la biologie, étaient quasi absentes. Pourtant, je ne suis pas sûr qu'il y ait eu, par le passé, moins de recherches socio-économiques que de recherches agronomiques ou environnementales sur les systèmes d'agriculture non-dominants. Les raisons à ce déséquilibre sont sans doute multiples : d'une part, les attaques les plus virulentes contre les systèmes alternatifs portent sur leur supposé manque de viabilité économique ; d'autre part, la plupart de ces systèmes reposent sur une approche systémique, voire holistique, dans de l'environnement que de la société. Enfin, les connaissances dites « bio-physiques », même acquises dans d'autres systèmes, sont peut-être plus facilement applicables et réutilisables dans les systèmes alternatifs.

Entrevue avec André Lespagnol,
vice président de la région Bretagne, chargé de la recherche.

Mercredi 7 juillet : une délégation du forum « Ouvrons la recherche », tenu à Rennes le 23 juin, reçue par André Lespagnol, le vice président de la région Bretagne chargé de la recherche

La délégation du Forum du 23 juin était constituée de E. Chanel, J.Y. Griot et H. Le Bouler (réseau Cohérence) et de C. Gascuel, A.Prunier, P. Mérot et B. Rolland (INRA de Rennes)

L'initiative « ‹Ouvrons la recherche » a été brièvement présentée par J.Y. Griot et B. Rolland puis C. Gascuel a rendu compte des échanges du Forum, comme initialement prévu dans l'appel au Forum. Quatre idées se dégagent :

- tous les savoirs ne sont pas dans la recherche institutionnelle comme l'a montré la richesse des carrefours. Il y a nécessité d'un dialogue pour mieux les reconnaître, les formaliser, en tirer parti pour l'innovation.
- Les programmes de recherche ne sont assez fondés sur une démarche de co-construction des projets de recherche, prenant en compte les savoirs de la recherche et des praticiens, programmes qui conduiraient à une meilleure diffusion et utilisation des résultats
- la recherche travaille peu à l'échelle des systèmes agricoles, plus encore des systèmes agricoles alternatifs, des systèmes en évolution... Ce type de recherche doit être plus soutenu, dans le contexte d'une agriculture en difficulté, des enjeux environnementaux de la région
- la frontière entre le chercheur et le militant gagnerait à être moins marquée : diffuser la culture scientifique, créer des lieux de débats entre recherche et société, pour diffuser l'expertises de la recherche, permettre à la société de mieux s'emparer…

Nous faisons part à A. Lespagnol de notre proposition de mise en place par la région d'appel d'offre pour des programmes de recherches « pour favoriser une agriculture durable et une bonne alimentation, dans un environnement sain et des campagnes vivantes ».
Ces programmes participatifs entre institutions de recherche et monde associatif, inspirés des ARUC Canadiens, seront à développer dans un cadre interrégional avec les Pays de Loire (premier contact pris par Cohérence le 5 juillet) et Poitou Charentes. Une initiative est bien engagée avec la région Île de France avec pour contact M. Lipinski.

A. Lespagnol demande de bien vouloir excuser son absence du 23 juin : notre invitation ne lui est pas parvenue (les services de la région sont en cours de réorganisation). Il revient sur l'engagement fort de Jean Yves Le Drian, le président de la région, pour faire du développement durable le principe fondateur de la politique régionale. Ceci entraînera de grandes remises en cause.
Dans ce cadre global, il faudra sortir la recherche d'une trop grande instrumentalisation qui fait privilégier le court terme, et aussi élargir le champ aux sciences sociales. Par exemple, la région a donné son accord en juin pour une étude (thèse ?) sur les « outils d'évaluation de l'économie sociale et solidaire » avec l'université de Rennes 2.
Dans le domaine agricole, il n'y a plus de modèle unique, mais toutes les alternatives au modèle dominant ne sont pas viables…
Par ailleurs, les priorités de la politique régionale de recherche sont définies au CCRDT, le prochain aura lieu le 30 septembre.
La recherche dispose d'une grande force de frappe dans la région avec des moyens humains importants. Le budget régional recherche se situe à 13 millions d'euros, 3.5 pour les bourses de doctorat,

3 pour les programmes et 6.5 pour les investissements.
A. Lespagnol se pose la question des structures pertinentes pour ouvrir la recherche à la société.
A. Lespagnol attend les actes du forum du 23 juin et il fera part de nos propositions aux autres vice-présidents : agriculture et environnement. Il consultera R. Layadi pour son expertise.

Notre entretien a duré une heure.

Suite à cette entrevue, nous avons fait le point sur les actions à engager dans les jours et semaines à venir :

Prochaines échéances :

- Boucler les actes du forum pour le 20 juillet et les expédier par mail aux participants
- Soumettre pendant l'été un appel à idées, pour l'appel d'offre régional, à tous les participants du forum avec date limite de retour pour le 3 septembre
- Rencontrer fin août M. Hélary, le vice-président des Pays de Loire chargé de la recherche (J.Y. Griot, H. Le Bouler et P. Mérot s'en occupent)
- **Réunion le 7 septembre après midi, à l'UMR Sol Agronomie, ENSA Agrocampus rue de Saint Brieuc à Rennes, pour la rédaction d'un texte de 2-3 pages pour la proposition d'appel d'offre régional (réunion ouverte à tous; contribution écrite souhaitée si vous ne pouvez pas y participer).**
- Demander l'accord de la région Bretagne pour présenter ce projet le 30 septembre au CCRDT

CR rédigé par B. Rolland et amendé par C. Gascuel, P. Mérot et J.Y. Griot le 16 juillet 2004

Revue de presse

Ouest France 9 juin 2004

Citoyens, agriculteurs, consommateurs et chercheurs réunis le 23 juin à Rennes

Forum : à quoi sert la recherche ?

Après la grogne des chercheurs, cet hiver, 540 personnalités appellent la société à débattre sur les pratiques et les orientations de la recherche. Comme à Toulouse et à Montpellier, un forum est organisé à Rennes, le 23 juin. Un forum pour tout l'Ouest de la France.

La recherche a besoin de retrouver ses marques. Au-delà des problèmes budgétaires et de statut, le mouvement des chercheurs, cet hiver, a révélé un malaise profond, une vraie crise d'identité.

« Les découvertes techniques ou technologiques de la science ne sont plus perçues d'évidence en termes de progrès. Elles peuvent être facteur de doutes et ressenties comme des risques. » Bernard Rolland, ingénieur à l'Inra, l'Institut national de recherche agronomique de Rennes, travaille sur la génétique et l'amélioration des plantes. Syndiqué à Sud, il est l'une des trente-trois personnalités de l'Ouest qui ont signé l'appel « Ouvrons la recherche ».

En France, ils sont 540 à appeler tous les citoyens, agriculteurs, consommateurs, chercheurs... à débattre des pratiques et des orientations de la recherche afin que celle-ci soit au service d'un développement durable.

Sans attendre les états généraux de la Recherche promis par le gouvernement et avec le soutien de la Fondation sciences citoyennes *(1)*, ils organisent trois forums régionaux. Le premier se réunira le 23 juin, à Rennes *(2)*.

Des attentes en question

La région se particularise par ses industries agroalimentaires fortes et une agriculture qui a répondu à la demande de productivité de ces industries. La qualité de l'eau, les paysages, l'environnement en ont souffert avec des conséquences sur le tourisme et les activités côtières.

Le forum aura donc à réfléchir sur ce qu'on attend des nombreux établissements de recherche de la Région dans ce contexte. Les travaux, enrichis des autres forums, serviront à formuler des propositions aux états généraux de la Recherche prévus à l'automne. Ils seront aussi remis aux conseils régionaux de l'Ouest.

Les participants au forum débattront en ateliers de 10-15 personnes sur quatre thèmes : la recherche et l'agriculture durable ; les liens entre chercheurs, associations et citoyens ; les recherches en économie et sciences sociales pour anticiper la réorientation des productions animales ; la contribution de la recherche à l'amélioration de l'alimentation (nutrition, sécurité sanitaire, goût...).

« L**a discussion devra être ouverte, ne pas se limiter à un seul transfert de connaissances**, dit pour sa part Jean-Yves Griot, président du réseau Cohérence *(3)*, qui réunit une centaine d'associations de l'Ouest dans une démarche de développement durable. **Au-delà des questions sur les applications, nous devrons traduire les attentes de la société. La question est celle du monde que nous voulons bâtir. »**

(1) http://sciencescitoyennes.org
(2) De 13 h 30 à 19 h 30, Agrocampus : 65, rue de Saint-Brieuc à Rennes, tél. 02 23 48 50 00. Inscriptions avant lundi 14 juin. Contact : http://agro-roazhon. inra. fr
(3) www.reseau-coherence.org

Bernard RICHARD.

Ouest France 25 juin 2004

Forum « Ouvrons la recherche » à l'Agrocampus

Mercredi après-midi se tenait le forum « Ouvrons la recherche » sur le site d'Agrocampus. Il rassemblait une centaine de chercheurs, agriculteurs, consommateurs et citoyens de l'Ouest autour d'un débat sur les orientations à donner à la recherche pour répondre aux besoins actuels de la société. Les participants se sont répartis en ateliers sur des problématiques alimentaires, économiques, sociales, et de durabilité de l'agriculture. Les travaux de ce forum viendront compléter leurs homologues des autres régions de France et serviront à formuler des propositions aux Etats Généraux de la Recherche. Ils seront aussi remis aux conseils régionaux de l'Ouest.

Ouest France 26 juin 2004

Se donner les moyens d'une agriculture durable dans un environnement sain

Les chercheurs font de l'oeil aux citoyens

Les chercheurs doivent sortir de leur labo pour aller à la rencontre de la société civile et les citoyens doivent s'approprier les enjeux de la recherche. C'est donc à une dynamique régionale que chercheurs et agriculteurs appellent pour promouvoir le développement durable.

Le mouvement des chercheurs, l'hiver dernier, n'a pas révélé qu'un problème de moyens et de statut. Il a aussi mis en exergue le problème de la finalité de la recherche. S'inscrivant dans la préparation des états généraux de la Recherche, prévus à l'automne, la Fondation des sciences citoyennes organise trois forums en France, dont le premier, à Rennes, a réuni une centaine de chercheurs et d'agriculteurs.

Il s'agissait d'ouvrir un débat ouvert à tous pour « une agriculture durable et une bonne alimentation, dans un environnement sain et des campagnes vivantes ». Louable intention. Mais ce genre d'exercice, malheureusement, ne réunit que « des gens convaincus », comme cela a été souligné par une participante, ce qui en limite la portée.

Ça montre aussi l'ampleur du chantier si l'on veut ouvrir la recherche à la société civile, pour la sauver, comme l'intention en est proclamée.

Une tâche assurément ardue, si l'on en croit les participants au forum. Parce que la démarche réclame un certain nombre de conditions, comme le souligne Patrick Durand, de l'Inra. À commencer par un respect mutuel, qui n'est pas a priori acquis ; une indépendance, toujours vitale pour les chercheurs publics, qui ne doivent tomber sous la coupe ni des intérêts économiques ni de ceux qu'ils étudient ; des moyens financiers (« c'est essentiel ») ; un système d'évaluation qui prenne en compte le savoir en agriculture durable acquis hors des sentiers officiels ; la préservation de la recherche à long terme à une époque où l'on privilégie le court terme et, enfin, le développement d'une culture scientifique commune et pluridisciplinaire !

« Les chercheurs doivent aller voir la vie en dehors de leur labo », dit même Gilles Maréchal, de l'association Inpact. Celui-ci estime surtout qu'il va falloir maintenant « s'atteler à créer des liens » et, pour cela, vaincre la « double timidité » de part et d'autre. Pour y parvenir, il faut un médiateur, un espace de rencontre. Et là, il renvoie la balle dans le camp des collectivités publiques qui ont en charge la politique de recherche. Dommage qu'aucun élu régional n'ait été là.

Bernard RICHARD.